# Rapport d'orientation budgétaire 2027

VILLE DE Louviers en Normandie

**Conseil municipal du lundi 2 novembre 2026**

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

# Sommaire

**AVANT-PROPOS DE M. LE MAIRE**

**PREMIERE PARTIE :**
**L'EXERCICE 2027 POSE LES JALONS BUDGETAIRES D'UN NOUVEAU CYCLE MARQUE PAR DE MULTIPLES INCERTITUDES**

**A. Les ressources courantes**

1. La fiscalité
   *a) La fiscalité directe*
   *b) La fiscalité indirecte*
   *c) L'attribution de compensation*
   *d) Les allocations compensatrices*
   *e) Le fonds de péréquation intercommunale*
2. Les dotations budgétaires
   *a) La DGF et la DSU*
   *b) La dotation de solidarité communautaire*
3. Les participations reçues
4. Les autres recettes
   *a) Les produits d'activité*
   *b) Les produits du domaine*
   *c) Les recettes en atténuation*

**B. Les dépenses courantes**

1. La masse salariale
   *a) Les effectifs de la Ville*
   *b) Les rémunérations*
2. Les dépenses d'intervention
   *a) Les dépenses obligatoires*
   *b) Les participations versées*
   *c) Les charges de structure*
   *d) Les crédits d'activité*

**C. La poursuite des investissements à un niveau soutenu en 2027**

1. Les ressources d'investissement
   *a) Le FCTVA*
   *b) La fiscalité d'urbanisme*
   *c) Les cessions d'actifs*
   *d) Les subventions d'équipement*
2. Les dépenses d'équipement

**D. Une épargne préservée**

**E. Une gestion active de la dette**

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

**SECONDE PARTIE :**
**LA DEFINITION D'UNE TRAJECTOIRE BUDGETAIRE DE MANDATURE POUR FINANCER UN SERVICE PUBLIC MUNICIPAL DE QUALITE ET LES INVESTISSEMENTS DU QUOTIDIEN**

## A. Le cadre budgétaire pluriannuel du mandat

1. Respecter les principes fixés depuis 2014
   *a) La stabilité fiscale*
   *b) La préservation d'une épargne annuelle nette positive*
   *c) Un haut niveau d'investissement*
   *d) Le désendettement de la ville*

2. Maîtriser les dépenses pour ne pas augmenter les impôts
3. Porter un niveau d'investissement soutenable
4. Poursuivre le désendettement de la ville

## B. La priorité donnée aux investissements du quotidien des Lovériens

1. L'achèvement de l'ANRU des Acacias / La Londe / Les Oiseaux
   *a) La nouvelle école des Acacias*
   *b) La fabrique des solutions*
   *c) La requalification des espaces publics*
2. Le « Corner Normand », un investissement majeur au service de l'attractivité du commerce de proximité
3. Donner au plan d'action « Louviers au quotidien » les moyens budgétaires de son ambition
   *a) Travaux de voirie et aménagements qualitatifs de proximité*
   *b) Mobilier urbain et plan signalétique*
   *c) Aires de jeux*
   *d) Stationnement résidentiel*
   *e) Éclairage public*
   *f) Sécurité et tranquillité publiques*
   *g) Entretien et rénovation des bâtiments communaux*
   *h) Plan de rafraichissement des bâtiments communaux*
   *i) Construction d'une maison des animaux*
   *j) Aménagements paysagers et végétalisation des espaces publics*
   *k) Verdissement de la flotte de véhicules*
   *l) Réseau de chaleur urbain*

## CONCLUSION

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

# AVANT-PROPOS DE M. LE MAIRE

Loin d'être une simple addition de recettes et de dépenses, un budget traduit des choix, fixe des priorités et engage l'avenir. Derrière les chiffres, il y a une certaine conception de l'action publique, du rôle de la commune et de la responsabilité des élus envers les habitants.

Le rapport d'orientation budgétaire 2027 revêt, à cet égard, une importance particulière. Premier exercice de la nouvelle mandature, il ne se limite pas à préparer le prochain budget. Il définit une trajectoire pour les années à venir, dans un environnement économique et institutionnel profondément incertain. Il exprime surtout une conviction : **la contrainte financière ne doit pas conduire à renoncer à l'ambition municipale. Elle oblige, au contraire, à faire des choix clairs et à tenir un cap.**

Depuis 2014, nous avons fait du sérieux budgétaire une condition de notre liberté d'action. Cette exigence a permis de transformer Louviers, d'investir dans ses équipements et ses quartiers, de renforcer les services publics, tout en réduisant l'endettement communal sans augmenter les taux d'imposition. Ces résultats ne doivent rien au hasard. Ils sont le fruit d'une gestion attentive de l'argent public, d'une recherche constante de financements et d'une volonté de privilégier les investissements utiles et durables.

Cette ligne sera maintenue. Mais nous ne pouvons ignorer les menaces extérieures qui pèsent sur les finances locales. À la fragilité des ressources et au renchérissement des charges s'ajoutent les conséquences de la crise des finances publiques du pays. Trop souvent, les communes se voient imposer des contraintes nouvelles sans disposer des moyens correspondants. Cette situation appelle une clarification des responsabilités et une répartition plus équitable des ressources. **Une ville comme Louviers, qui assume des fonctions de centralité au bénéfice de tout un bassin de vie, doit voir cette contribution pleinement reconnue par l'État.** Dans ce contexte, notre responsabilité est double : préserver les équilibres financiers de la commune et continuer à répondre aux attentes des Lovériennes et des Lovériens. Car une ville bien gérée n'est pas une ville qui renonce à agir. C'est une ville qui se donne les moyens de tenir ses engagements.

Après deux mandats consacrés à une transformation profonde de Louviers, une nouvelle étape s'ouvre. Notre priorité est plus que jamais de faire en sorte que les progrès accomplis se traduisent plus directement encore dans la vie quotidienne : des écoles accueillantes, des espaces publics entretenus, des quartiers rénovés, davantage de proximité, de sécurité, de solidarité et une attention constante à la qualité des services rendus aux habitants. À l'heure où tant d'incertitudes fragilisent la confiance dans l'action publique, notre devoir est de démontrer qu'à l'échelle d'une commune, il demeure possible de conjuguer sérieux financier, justice sociale et volonté d'agir. C'est cette exigence de responsabilité, de constance et de résultats qui guidera notre action pour Louviers dans les années à venir.

**François-Xavier PRIOLLAUD**
Maire de Louviers

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

## PREMIERE PARTIE

***

## L'EXERCICE 2027 POSE LES JALONS BUDGETAIRES D'UN NOUVEAU CYCLE MARQUE PAR DE MULTIPLES INCERTITUDES

De multiples incertitudes caractérisent la préparation budgétaire de l'année 2027 et, au-delà, les paramètres du cadre budgétaire pluriannuel de la mandature qui débute.

La première incertitude est liée au contexte politique de l'année 2027, marqué par un projet de loi de finances dont l'aboutissement est incertain et surtout une élection présidentielle et de probables élections législatives. Les choix politiques qui résulteront de l'expression du suffrage universel au printemps 2027 auront un impact certain sur les décisions locales. Le cycle électoral se poursuivra en 2028 avec le renouvellement des conseils départementaux et régionaux, fortement mis à contribution du redressement des finances publiques nationales. Rien ne permet d'affirmer à ce stade que les contrats de territoire, dont la ville de Louviers a bénéficié au cours des deux précédentes mandatures, seront renouvelés.

Par ailleurs, la dégradation de la conjoncture économique, sous le double effet du contexte géopolitique et de la crise de finances publiques, a d'ores et déjà des conséquences sur le dynamisme des ressources fiscales de la collectivité alors que l'augmentation significative des taux d'intérêt réduit la capacité d'emprunt. À cela s'ajoute un niveau durablement élevé du prix de l'énergie qui réduit d'autant les marges de manœuvre budgétaires des collectivités locales.

### A. LES RESSOURCES COURANTES

Estimées à 28,8 millions d'euros en 2027, les ressources courantes présentent une évolution modeste et prudente de 669 000 euros, mesurée à (+) 2,38% par rapport au budget précédent.

| | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|
| I . Ressources courantes | 27 887 | 28 118 | 28 787 |

#### 1. LA FISCALITE : 19,4 millions d'euros

L'essentiel des ressources de la commune provient de la fiscalité, directe et indirecte. Avec la suppression de la taxe d'habitation, la dynamique de cette recette fiscale est désormais liée à la seule évolution des bases, corrélée à l'inflation et telle que définie par la loi de finances de l'État.

#### a) La fiscalité directe

La commune conserve sa capacité d'action sur l'évolution des taux s'agissant de la taxe foncière (sur le bâti et le non bâti) d'une part et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires d'autre part. A la différence de plusieurs communes de l'agglomération qui, comme Pont-de-l'Arche et La Haye-Malherbe, ont annoncé une hausse substantielle de leur taux d'imposition**, la municipalité de Louviers confirme une nouvelle fois pour 2027 le gel du taux de la taxe foncière afin de préserver le pouvoir d'achat des Lovériens.**

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

| | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|
| **I . Ressources courantes** | **27 887** | **28 118** | **28 787** |
| **A1.Fiscalité** | **18 684** | **18 830** | **19 423** |
| *Directe - taxes menages* | 12 786 | 13 014 | 13 593 |
| *EPCI - AC* | 3 796 | 3 796 | 3 796 |
| *Allocations Compensatrices* | 886 | 795 | 809 |
| *FPIC* | 223 | 230 | 230 |
| *Indirecte* | **992** | **995** | **995** |
| *DMTO* | 511 | 500 | 500 |
| *Taxe electricité* | 355 | 355 | 355 |
| *TLPE - Drts voirie* | 126 | 140 | 140 |

Depuis la loi de finances de l'État pour 2018, il est prévu chaque année une revalorisation des bases fiscales adossée à l'indice l'IPCH (Indice des Prix à la Consommation Harmonisé). Cet indice connaît chaque année une revalorisation réglementaire assise sur le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation constaté entre les mois de novembre N-2 et N-1 pour l'année N.

L'année 2026 est celle du changement de base, prévu au niveau européen, accompagné d'un changement de la nomenclature des fonctions de consommation. L'échantillon de produits suivis par l'IPCH est mis à jour pour prendre en compte l'évolution de la consommation des ménages. Les produits qui ne sont plus représentatifs de la consommation en 2025 sont supprimés du panier tandis que de nouveaux produits, représentant une part de marché substantielle ou grandissante y sont introduits. C'est l'occasion également de prendre en compte l'évolution des modes de consommation (hausse de la consommation sur internet en particulier) et d'adapter parfois le protocole de collecte afin de mieux suivre les prix.

Sur cette base, selon l'INSEE, en septembre 2026**, l'IPCH augmenterait de (+) 3,4% sur un an**, une partie significative de cette augmentation étant liée au prix de l'énergie.

Indices des prix à la consommation

Évolutions annuelles (en %) ; base 100 : année 2025

| | Pondérations 2026 | septembre 2025 | août 2026 | septembre 2026 (p) |
|---|---|---|---|---|
| **Ensemble IPC*** | **10 000** | **1,2** | **2,4** | **3,0** |
| Alimentation | 1 485 | 1,7 | 1,1 | 1,5 |
| - Produits frais | 170 | 1,6 | 5,9 | 9,9 |
| - Autre alimentation | 1 315 | 1,7 | 0,4 | 0,4 |
| Tabac | 168 | 4,1 | 3,3 | 3,3 |
| Énergie | 764 | -4,4 | 16,7 | 21,2 |
| Produits manufacturés | 2 388 | -0,4 | -0,4 | -0,3 |
| Services | 5 195 | 2,4 | 1,9 | 2,2 |
| **Ensemble IPCH**** | **10 000** | **1,1** | **2,6** | **3,4** |

(p) données provisoires.
*: indice des prix à la consommation. **: indice des prix à la consommation harmonisé.
Champ : France.
Source : Insee – indices des prix à la consommation.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

Le produit de la taxe sur les ménages est également soumis à l'évolution physique des bases, autrement dit à la superficie des biens des contribuables s'acquittant de la taxe foncière laquelle est égale à la valeur locative des biens éligibles multipliée par le taux d'imposition voté par la commune. La combinaison des deux éléments constitutifs de l'effet base permet d'anticiper une évolution de la fiscalité d'environ **(+) 579 000 euros** par rapport à l'état 1259 COM notifié en 2026 au titre des bases fiscales prévisionnelles.

### b) La fiscalité indirecte : 995 000 euros

Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) sont reconduits pour un montant de 500 000 euros, à l'appui de la dynamique constatée sur les derniers exercices. La taxe sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) et la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), sont également et prudemment alignées sur le niveau de perception des exercices antérieurs.

### c) L'attribution de Compensation : 3,8 millions d'euros

En l'absence de nouveaux transferts de charges, l'attribution de compensation versée par l'agglomération Seine-Eure est maintenue à 3,8 millions d'euros, montant défini suite au transfert de charge de l'école de musique et de théâtre au 1er janvier 2025.

### d) Les allocations compensatrices : 0,8 million d'euros

Ce poste est valorisé en y appliquant une évolution prudente des ressources courantes. **Au total, les hypothèses sur le poste fiscalité présentent une progression très limitée à (+)** 593 **000 euros par rapport au précompte administratif 2026 pour atteindre 19,4 millions d'euros.**

### e) Le fonds de péréquation intercommunale (FPIC)

Conformément à l'article L. 2336-5 du CGCT, sont éligibles au versement du FPIC 60% des ensembles intercommunaux et métropoles classés selon un indice synthétique de reversement composé de trois critères, soit jusqu'au 744ème ensemble intercommunal.

**En 2026, l'agglomération Seine-Eure était classée au 727ème rang, ce qui l'a rendue éligible au reversement du FPIC, comme ce fut également le cas en 2024 et 2025**. Cette éligibilité s'explique par l'évolution des indicateurs financiers de l'agglomération, utilisés pour le calcul de son indice synthétique de reversement par rapport aux indicateurs financiers des autres ensembles intercommunaux. Par ailleurs, avec un effort fiscal agrégé supérieur à 1, les critères d'éligibilité au reversement du FPIC, sont remplis permettant aux communes membres de l'EPCI de bénéficier de ce dispositif.

Il est donc proposé de reconduire une enveloppe de 230 000 euros à ce titre.

Pour mémoire, concernant le prélèvement du FPIC, il existe des cas particuliers pour sa répartition entre les communes membres d'un même EPCI. En effet, les communes de plus de 10 000 habitants classées, l'année précédant la répartition, selon l'indice synthétique de la DSU dont le rang de classement est inférieur ou égal à 250 voient leur prélèvement annulé, et acquitté à leur place par leur groupement d'appartenance. Au sein de l'agglomération Seine-Eure, c'est le cas des communes de Val-de-Reuil et de Louviers, la cité drapière étant classée au 191ème rang en 2025.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

## 2. LES DOTATIONS BUDGETAIRES : 4,25 millions d'euros

### a) La DGF et la DSU : 3,7 millions d'euros

L'abondement de la DGF engagé en 2023 après cinq années de stabilité, et fléché vers les collectivités les plus fragiles, par le biais de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) et de la dotation de solidarité rurale (DSR), pourrait être mis à mal par le contexte économique national.

Dans l'attente de l'adoption de la loi de finances pour 2027, **l'hypothèse budgétaire est celle d'une poursuite de l'effritement de la dotation forfaitaire de la DGF à 1,8 million d'euros (-) 53 000 mais d'une progression de la DSU (+ 137 000 euros) atteignant 1,926 million d'euros, soit un montant cumulé de DGF et de DSU en hausse de (+) 84 000 euros par rapport à l'exercice n-1.**

Cette hypothèse reste toutefois dépendante des orientations à venir du PLF 2027 et leur notification.

**Pour une prise en compte des charges de centralité dans le calcul de la DGF**

Les modalités actuelles de calcul de la dotation globale de fonctionnement (DGF prennent insuffisamment en considération une réalité pourtant déterminante pour les finances de nombreuses communes : **une ville ne supporte pas uniquement les charges correspondant à ses habitants, mais également celles résultant des services qu'elle rend à l'ensemble de son bassin de vie.**

Cette situation concerne particulièrement les villes dites moyennes entre 15 000 et 25 000 habitants qui constituent le pôle administratif, commercial, scolaire, sanitaire, culturel, sportif ou social d'un territoire beaucoup plus vaste que leurs seules limites communales.

Ces communes financent des équipements et des services dont bénéficient quotidiennement des habitants des communes environnantes : équipements sportifs et culturels, médiathèques, conservatoires, établissements scolaires, structures sociales, espaces publics, équipements de mobilité, services administratifs, manifestations, dispositifs de sécurité ou encore infrastructures nécessaires à l'activité économique et commerciale.

Elles supportent également les conséquences indirectes de cette attractivité : entretien accru de la voirie et des espaces publics, besoins supplémentaires de stationnement, de propreté et de sécurité, organisation des mobilités, coûts liés aux flux quotidiens de population et nécessité de maintenir un niveau d'équipement sans rapport avec leur seule population municipale.

Or, la DGF demeure principalement construite à partir de critères tenant à la population résidente, aux ressources et aux caractéristiques propres de la commune. La dotation forfaitaire comprend notamment une dotation de base destinée à prendre en compte les charges liées à l'importance de la population. Cette approche ne permet pas d'appréhender suffisamment la population effectivement desservie par une ville-centre.

Il en résulte un décalage croissant entre **la population qui finance les services par l'impôt local et la population qui les utilise effectivement**.

**La DGF compte les habitants ; elle doit aussi compter les usagers.**

Le droit en vigueur reconnaît pourtant déjà le principe même des charges de centralité. La fraction « bourg-centre » de la dotation de solidarité rurale a notamment pour objet de soutenir les communes rurales qui exercent des fonctions de centralité. Des mécanismes spécifiques existent également pour certaines communes ultramarines exerçant des fonctions de chef-lieu.

En cohérence avec le déploiement du programme national « Action cœur de ville », il apparaît dès lors justifié d'étendre cette logique aux villes moyennes qui structurent leur bassin de vie et

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

qui, sans nécessairement relever des dispositifs destinés aux territoires ruraux, supportent des charges comparables.
Aussi, il conviendrait d'instituer, dans le cadre des modalités de calcul de la DGF, une **majoration destinée à reconnaître les charges de centralité**.
Son attribution reposerait sur des critères objectifs permettant de mesurer l'écart entre la population municipale de la commune et la population effectivement desservie, ainsi que l'importance des équipements et services qu'elle met à disposition de son bassin de vie.
Il ne s'agit pas de créer un avantage lié à un statut administratif ou à une catégorie particulière de communes, mais de reconnaître une **fonction territoriale objectivement exercée**.
Cette évolution permettrait ainsi de passer progressivement d'une logique reposant exclusivement sur le nombre d'habitants à une logique prenant également en considération le **nombre d'usagers des services publics locaux**.
Elle constituerait une mesure d'équité territoriale en reconnaissant que les villes-centres contribuent, par leurs équipements et leurs services, à la qualité de vie et à l'attractivité de territoires dont la population est souvent très supérieure à la leur.

### b) La dotation de solidarité communautaire (DSC) : 525 000 euros

La Dotation de Solidarité Communautaire évolue à la marge en fonction des données FPIC publiées chaque année, quatre d'entre elles constituant des critères de répartition de l'enveloppe allouée. Elle est reconduite sur la base de l'enveloppe allouée au titre de l'exercice 2026, soit 525 000 euros.

Bien que le pacte fiscal et financier liant l'agglomération Seine-Eure aux communes membres n'ait pas encore été conclu pour la mandature 2026-2032, l'accord politique a été signifié d'une reconduction de la DSC pour l'exercice 2027, indépendamment des arbitrages qui seront opérés sur le prochain pacte fiscal et financier, dans un contexte de raréfaction des deniers publics liée à la contribution des collectivités locales à l'effort de redressement des finances de l'Etat.

Au total, les dotations budgétaires sont évaluées en légère hausse de (+) 84 000 euros pour atteindre 4,25 millions d'euros.

| | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|
| **A2. Dotations Budgétaires** | 4 168 | 4 167 | 4 251 |
| **DGF** | 2 007 | 1 853 | 1 800 |
| **DSU** | 1 639 | 1 789 | 1 926 |
| **EPCI - DSC** | 523 | 525 | 525 |

## 3. LES PARTICIPATIONS RECUES : 2,87 millions d'euros

L'ensemble des financements des partenaires de la Ville représentent un montant valorisé à 2,87 millions d'euros. Les participations CAF au titre de l'enfance et de la jeunesse lesquelles présentent une progression estimée à (+) 63 000 euros, traduisant le niveau à la hausse de la fréquentation des crèches et ALSH enregistré à la rentrée 2026.

Par ailleurs, plusieurs projets lovériens inscrits à l'agenda officiel du « Millenium », année européenne des Normands, font l'objet de financements par la Région Normandie, à hauteur de 55 000 euros.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

**Au total, les participations reçues sont estimées en évolution de (+) 141 000 euros et portées à 2,87 millions d'euros.**

| | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|
| **A3. Participations reçues** | 2 605 | 2 731 | 2 872 |
| CAF_PS | 1 234 | 1 307 | 1 370 |
| Bonus Territoire | 547 | 590 | 590 |
| CAF Autres | 303 | 350 | 391 |
| CD 27 | 41 | 58 | 41 |
| Région Normandie | 84 | 84 | 139 |
| Etat | 269 | 264 | 235 |
| EPCI | 65 | 39 | 40 |
| Autres | 63 | 40 | 65 |

## 4. LES AUTRES RECETTES : 2,24 millions d'euros

### a) Les produits d'activité : 1,1 million d'euros

Avec un montant estimé à 1,1 millions d'euros, en évolution de (+) 22 000 euros par rapport au voté 2026, les redevances usagers présentent une hypothèse 2027 prudente. Elles regroupent l'ensemble des prestations tarifées proposées par la commune aux citoyens principalement sur les compétences enfance, jeunesse, culture et Sports.

### b) Les produits du domaine : 601 000 euros

Les produits du domaine, sans évolution majeure de périmètre, s'inscrivent dans la continuité des réalisations attendues sur l'exercice 2026, à hauteur de 601 000 euros.

### c) Les recettes en atténuation : 410 000 euros

Les recettes en atténuation des frais de personnel sont inscrites en retrait de (-) 68 000 euros pour tenir compte d'éléments ponctuels à l'exercice 2026, tels qu'un remboursement par l'URSAFF de trop perçu de cotisations et la mise à disposition intérimaire d'un agent communal à la direction du CIAS de l'agglomération. Neutralisation étant faite de ces ressources propres à l'exercice 2026, les recettes en atténuation sont évaluées pour 2027 à 410 000 euros.

| | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|
| **A4 .Recettes_Atténuation** | 461 | 478 | 410 |
| **A5 .Produit d'activités** | 1 101 | 1 078 | 1 100 |
| **A6 .Produit domaine et gestion** | 634 | 626 | 601 |
| Parc Locatif | 156 | 174 | 170 |
| Remboursements de frais | 158 | 142 | 140 |
| RODP | 162 | 167 | 188 |
| Autres | 159 | 143 | 160 |
| **A7. Produits Exceptionnels** | 234 | 209 | 131 |

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

## B. LES DEPENSES COURANTES

Les dépenses de fonctionnement prévues sur l'exercice 2027 sont inscrites pour un montant de **24,49 millions d'euros**, soit une progression calculée à 497 000 euros par rapport à 2026 et pour l'essentiel due à l'évolution, largement structurelle, de la masse salariale.

| | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|
| **II. DEPENSES COURANTES** | 23 729 | 23 994 | 24 491 |
| III . Masse salariale | 14 771 | 15 210 | 15 570 |
| IV. Dépenses intervention | 8 958 | 8 784 | 8 921 |

### 1. LA MASSE SALARIALE

Pour l'exercice 2027, le montant consacré à la masse salariale est estimé à 15,6 millions d'euros, ce qui représente une hausse de 360 000 euros (2,4%) par rapport au budget primitif 2026.

Cette augmentation s'explique pour l'essentiel par l'effet mécanique du GVT (glissement vieillesse technicité) d'une part, et la hausse décidée par l'Etat du taux de cotisation des collectivités locales à la CNRACL.

#### a) Les effectifs de la Ville

- *Âge moyen des agents municipaux (calculé sur les effectifs sur emplois permanents)*

| 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| 44 ans | 45 ans | 44 ans | 44 ans | 44 ans | 45 ans |

L'âge moyen devrait mécaniquement et toutes choses égales par ailleurs, augmenter d'une unité chaque année. La stabilité induit que le solde entre les sortants et les entrants vient rajeunir le collectif de travail lovérien ; on parle d'effet Noria.

- *Évolution des effectifs de la Ville*

| EFFECTIFS **VILLE** | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | N-5 en Nb | N-5 en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Titulaires | 243 | 256 | 271 | 277 | 280 | 262 | +19 | +7.82% |
| Contractuels* | 139 | 136 | 118 | 112 | 114 | 112 | -27 | -19.42% |
| **Total** | **382** | **392** | **389** | **389** | **394** | **374** | **-8** | **-2.09%** |

* Il s'agit des contractuels de droit public (sans les assistantes maternelles notamment).

L'évolution de la structure de l'effectif se confirme, à savoir une proportion de plus en plus importante de titulaires, les effectifs totaux de titulaires ayant connu une augmentation

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

entre 2020 et 2025. En effet, la municipalité a eu la volonté de mieux remplacer les absents au sein des services de la petite enfance, scolaires et périscolaires.

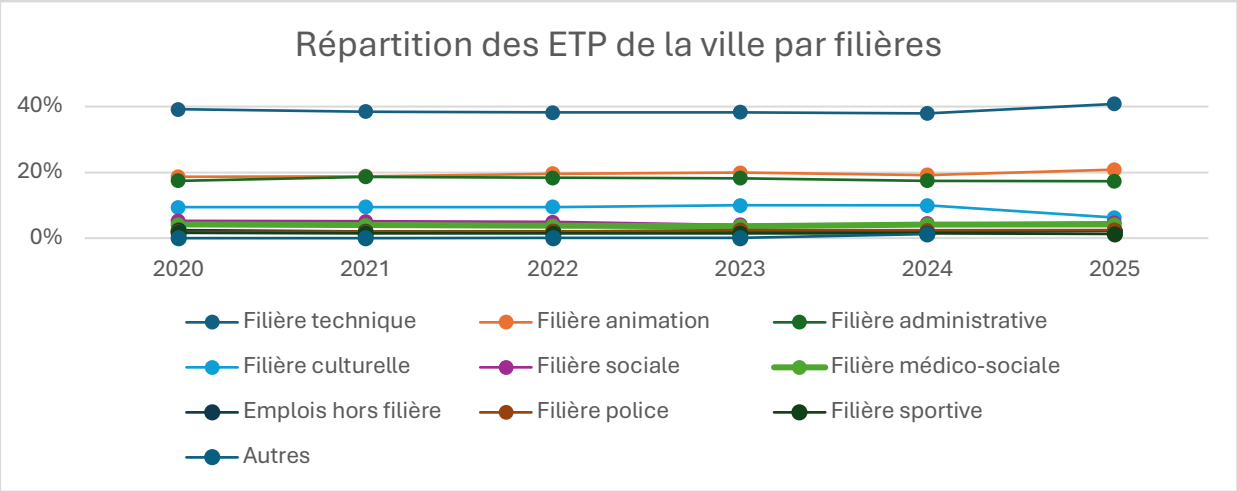
Cependant, l'Équivalent Temps Plein (ETP) est l'indicateur principal qui permet d'évaluer le temps disponible pour assurer les missions de la collectivité, sachant que ne sont pas intégrées à cet indicateur les heures supplémentaires ni complémentaires :

**Nombre de mois d'ETP rémunérés au cours de chaque année pour la Ville de Louviers**

| Nb de mois | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | N-5 ans | N-5 en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Titulaire | 2 785,90 | 2 892,46 | 2 985,02 | 3 054,78 | 3080,85 | 2958.26 | +172.36 | +6.19% |
| Contractuel | 1 109,39 | 1 048,50 | 933,73 | 831,43 | 888 | 851.78 | -257.61 | -23.22% |
| Total | 3 895,29 | 3 940,96 | 3 918,75 | 3 886,21 | 3968,85 | 3810.04 | -85.25 | -2.19% |
| **Soit en ETP/an** | **324,61** | **328,41** | **326,56** | **323,85** | **330,74** | **317.50** | **-7.11** | **-2.19%** |

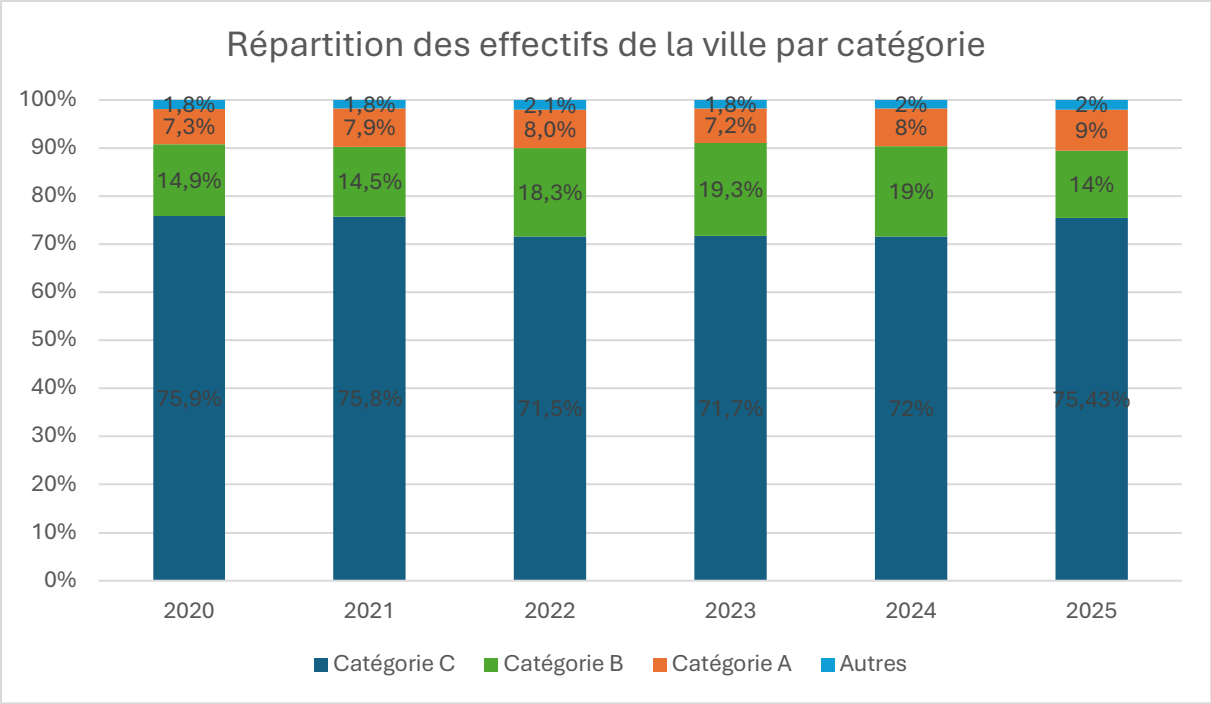
Par ailleurs, **la structuration de l'activité par filière** a évolué entre 2024 et 2025. En effet, le moindre poids de la filière culturelle est lié au transfert de l'école de musique et de théâtre (EMT) à l'agglomération le 1er janvier 2025.

Le passage de la filière animation devant la filière administrative depuis 2021 ainsi que la légère diminution de la représentativité de la filière médico-sociale se confirment :




La répartition entre les 3 grandes catégories d'emplois, A, B et C, marque une baisse des emplois intermédiaires dans la mesure où les enseignants de l'EMT étaient de catégorie B et ont été transférés à l'agglomération :

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026




Enfin, la **répartition par genre** confirme la féminisation croissante des effectifs sur la période considérée :

| | **Femmes** | **Hommes** |
|---|---|---|
| 2020 | 66% | 34% |
| 2021 | 68% | 32% |
| 2022 | 69% | 31% |
| 2023 | 69% | 31% |
| 2024 | 71% | 29% |
| 2025 | 71% | 29% |

### b) Les rémunérations

- *Les heures supplémentaires payées*

Globalement, la Ville de Louviers contient son volume d'heures supplémentaires payées et la dépense afférente en dessous de 1% de la masse salariale. En volume comme en dépense, les heures supplémentaires (HS) payées ont oscillé sur la période considérée.

Si la comparaison de l'année 2025 à l'année 2020 affiche une évolution de 16,4% en volume, cela est lié au biais que présente le début de période, la COVID ayant réduit fortement les festivités et les activités non-essentielles et donc réduit le nombre d'heures supplémentaires.

Ensuite, 2022 et 2023 ont fait l'objet d'une reprise progressive mais également d'une gestion au plus près veillant à privilégier la récupération des heures supplémentaires.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

Enfin, comme indiqué dans le rapport d'orientation budgétaire pour 2025, l'année 2024 avait connu des événements importants et nombreux (flamme paralympique, anniversaire de la libération notamment, élections européennes et législatives).

La dépense évolue parallèlement au volume mais dans des proportions plus marquées. En effet :

- D'une part, la rémunération de l'heure supplémentaire est individuelle et liée à l'indice de rémunération de chaque agent ; or, une partie des agents effectuant les heures supplémentaires connaît une évolution régulière de son indice.
  Des mesures collectives sont également venues revaloriser les indices : 5 points supplémentaires pour tous à partir du 1er janvier 2024, ainsi qu'une revalorisation de grilles de policiers municipaux en 2023. La Police Municipale contribue à sécuriser les événements et certaines festivités en dehors de son planning ordinaire, ce qui génère des heures supplémentaires ayant connu une évolution numéraire.

- D'autre part, sur la période considérée, la valeur du point, autre composante essentielle des rémunérations, a connu 2 revalorisations : 3,5% en juillet 2022 et 1,5% en juillet 2023.

| **Nombre d'HS** | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Évolution N-5 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Titulaires | 2 719 | 2 765 | 2 610 | 2 713 | 3 747 | 3 292 | +573 |
| Contractuels | 707 | 704 | 337 | 250 | 377 | 698 | -9 |
| **Total** | **3 426** | **3 469** | **2 947** | **2 963** | **4124** | **3 990** | **+564** |
| **Dépense** | **72 747** | **75 618** | **64 552** | **68 971** | **98 455** | **92 192** | **+ 19 445** |

La dépense totale liée aux heures supplémentaires n'aura représenté que 0,62% de la masse salariale de 2025.

- *Les heures complémentaires*

Certaines missions correspondent à des activités sériées et annualisées à l'échelle de l'année scolaire. Les postes correspondants sont donc créés à temps non-complet (TNC). C'est principalement le cas dans l'animation des temps périscolaires et extrascolaires où les quotités votées s'étagent de 6h30 à 30h hebdomadaires en moyenne sur l'année scolaire.

Lorsqu'un agent à TNC dépasse la quotité de son poste, pour nécessité de service, on parle d'heures complémentaires. Celles-ci sont rémunérées au tarif horaire habituel de l'agent concerné.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

Le recours aux heures complémentaires répond à une série de besoins qui peuvent agir à la hausse :

- Assurer des activités non-permanentes, financées en tout ou partie par des partenaires.
- Assurer la continuité de service face à des absences, lorsque le remplacement est assuré *a minima* afin de limiter le recours à des remplaçants à temps plein.
- Assurer la continuité de service face à un accroissement du nombre d'enfants à encadrer sur la pause méridienne ou le soir.

| Heures complémentaires | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Évolution 2022 à 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre d'heures** | 9 421 | 9 904 | 10 085 | 7 479 | - 1 942 |
| **Dépense** (en €) | 99 706 | 104 190 | 112 753 | 86 847 | - 12 859 |

- *Le régime indemnitaire de la Ville de Louviers*

Les données qui suivent s'analysent au regard des rémunérations brutes versées aux agents, et non pas au regard de la masse salariale totale, sachant que ne s'applique aucune charge patronale sur le régime indemnitaire.

Pour mémoire, le régime indemnitaire connaît 3 composantes :

- **Le RIFSEEP**, régime indemnitaire de fonction, de sujétion, d'expertise et d'engagement professionnel ; il est de droit commun pour l'ensemble des autres agents et il a pesé en 2025 pour 7,46 % des rémunérations brutes de la Ville. Il est lui-même décomposé en :

    - IFSE, indemnité de fonction, de sujétion et d'engagement, qui consiste en un forfait mensuel attribué en fonction du poste occupé.
    - CIA, complément indemnitaire annuel, qui consiste également en forfaits annuels attribués en fonction de la manière de servir. Il est versé en octobre depuis 2023.

- **L'ISFE,** indemnité spéciale de fonction et d'engagement, réglementairement propre à la Police municipale. Ce régime présente l'originalité d'être principalement adossé à l'indice de rémunération de chaque agent. Il est d'un niveau supérieur aux autres agents de catégorie C de par les particularités du métier. En 2025, l'ISFE aura pesé pour 0,56 % des rémunérations brutes de la Ville.

- **La prime de fin d'année**, qui consiste en montants forfaitaires distincts pour les fonctionnaires et les contractuels. Elle est versée en novembre et correspond à un dispositif antérieur aux lois de décentralisation de 1982-1983. Elle aura constitué 1,94% des rémunérations brutes de la Ville en 2025.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Montant des régimes indemnitaires en €** | **1 123 489** | **1 242 562** | **1 240 642** | **1 246 942** | **1 258 558** | **1 221 709** |
| **Part des RI sur la rémunération brute** | 13,58% | 14,72% | 14,06% | 13,67% | 13,13% | 12.97% |

Malgré l'augmentation mécanique du régime indemnitaire des policiers municipaux en 2023, directement lié à la revalorisation indiciaire les ayant concernés, on constate une stabilité du poids des régimes indemnitaires sur la période et même une inflexion à la baisse.

La baisse du régime indemnitaire entre 2024 et 2025 aura été de 2,93% en raison de l'effet Noria de rajeunissement des effectifs qui s'accompagne d'une maîtrise du niveau global des primes versées aux agents, le niveau individuel étant en partie lié à l'expérience professionnelle.

*Pour mémoire* :

- La délibération n° 23-023 du 6 février 2023 avait fait évoluer le régime indemnitaire des contractuels au titre de l'attractivité. En effet, l'IFSE est désormais versée dès l'embauche sur emploi permanent, et non plus à compter du 4ème mois de présence au service.
- La délibération n°24-068 du 27 mai 2024 a instauré la suspension de l'IFSE pendant les 5 premiers jours de maladie ordinaire.
- En mars 2025, la réglementation nationale est venue fixer la rémunération de l'agent public à 90% de son traitement habituel, dont les primes mensuelles.

## 2. LES DEPENSES D'INTERVENTION

Proposées pour un montant de **8,9 millions d'euros**, les dépenses d'intervention, qui sont pour l'essentiel des dépenses dites « contraintes », sont globalement contenues au précompte financier unique 2026, confirmant la maîtrise de la dépense publique municipale dans un contexte national de crise des finances publiques.

Les dépenses d'intervention sont classées selon leur niveau de rigidité : obligatoires, participations versées, charges de structure et crédits d'activités.

### a) Les dépenses obligatoires

Du fait de la constance de leur périmètre, les dépenses obligatoires sont globalement proposées en reconduction dans une enveloppe valorisée aux alentours d'un million d'euros. Le poste le plus exposé, concerne la contribution de la Ville au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et son niveau de réindexation à chaque nouvel exercice.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

| | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|
| **Obligatoire** | 946 | 941 | 957 |
| *Contingent Incendie ** | *573* | *583* | *594* |
| *FPIC (contribution)* | | | |
| *Font. Groupe Elus ** | *220* | *223* | *223* |
| *Syndicat des collèges ** | *84* | *85* | *90* |
| *Taxes Foncières ** | *68* | *50* | *50* |

### b) Les participations versées

Les participations versées, estimées à 2,36 millions d'euros, évoluent de (+) 68 000 euros par rapport à l'exercice 2026.

- *CCAS : 1,0 million d'euros*

La subvention versée au CCAS enregistre **une progression de (+) 70 000 euros** afin de toujours mieux répondre, dans une conjoncture économique et sociale délicate, à l'accompagnement social des Lovériens qui en ont besoin.

- *Financement des créneaux d'utilisation des équipements sportifs Caséo et Glacéo : 387 000 euros*

La mise à disposition de créneaux au centre aquatique Caséo et à la patinoire Glacéo est budgétée à hauteur de 387 000 euros au profit des clubs sportifs résidents, des scolaires et du pôle senior de la Ville.

- *Autres postes : 976 000 euros*

Les autres participations s'élèvent au total à 976 000 euros. Hors dispositif lié au financement de la mise à disposition des équipements sportifs intercommunaux aux clubs lovériens, **le soutien au secteur associatif est valorisé à hauteur de 557 000 euros. Ceci représente une hause de 22% sur deux ans.**

| | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|
| ***Participation*** | *2 446* | *2 294* | *2 362* |
| ***CCAS **** | *1 100* | *930* | *1 000* |
| ***Caisse des Ecoles*** | *204* | *204* | *204* |
| ***Ecole Privé*** | *215* | *213* | *215* |
| ***Ludothèque*** | *40* | *40* | *40* |
| ***Associations, Fonds attractivité*** | *414* | *518* | *517* |
| ***Piscine - Patinoire (dispositif)*** | *474* | *389* | *387* |

### c) Les charges de structure

Les dépenses structurelles sont valorisées à environ 2,6 millions d'euros.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

- *Fluides : 1,4 million d'euros*

Les postes énergétiques bénéficient d'une réévaluation des besoins estimée à (+) 46 000 euros, sur la base de l'augmentation constatée du prix de l'énergie (gaz, électricité), pour être portés à 1,4 millions d'euros. Le poste « eau », sujet à des éléments de régularisation sur 2026, retrouve un niveau d'inscription neutralisé de ces éléments ponctuels.

- *Autres postes : 1,2 million d'euros*

Globalement adossés à des engagements juridiques de type contrats ou marchés, les autres postes relèvent d'une reconduction des crédits 2026 alloués et sont, pour partie, seulement exposés à des révisions tarifaires contractuelles.

| | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|
| **Dépenses de Structures / Gestion** | **2 728** | **2 643** | **2 670** |
| Chauffage * | 591 | 680 | 716 |
| Electricité * | 852 | 590 | 600 |
| Eau * | 114 | 120 | 100 |
| Téléphonie * | 62 | 65 | 65 |
| Parc Véhicule * | 189 | 169 | 161 |
| Parc phocopieurs * | 22 | 20 | 20 |
| Assurances * | 216 | 223 | 229 |
| Contrats Espaces Verts | 134 | 135 | 139 |
| Remboursements de Frais | 125 | 105 | 95 |
| Parc Informatique - maintenance * | 150 | 181 | 183 |
| Maintenance - Contrats * | 134 | 142 | 160 |
| Locations immobilières * | 118 | 200 | 200 |
| Prestations exterieures | 19 | 14 | 2 |

### d) Les crédits d'activité

- *Achats de repas au service commun de restauration collective : 800 000 euros*

Ce poste de dépenses, valorisé sur la base des effectifs scolaires déclarés par l'Éducation Nationale, traduit le niveau de fréquentation des cantines scolaires lovériennes. Ces données permettent de porter l'inscription 2027 à hauteur de 800 000 euros. Ce niveau d'inscription permet de se mettre en capacité à honorer le besoin théorique valorisé mais connaît régulièrement des ajustements liés aux effectifs constatés.

- *Crédits d'intervention : 1,3 million d'euros*

Les crédits d'intervention sont valorisés à hauteur d'un montant maximum de 1,3 million d'euros. Ces dépenses, juridiquement « non obligatoires » correspondent aux actions et services portés par la commune en faveur de l'action culturelle, de la vie associative et sportive, de l'évènementiel.

Malgré des marges de manœuvre budgétaires quasi-inexistantes, dues à un montant de DGF par habitant anormalement bas en comparaison aux communes comparables du département, la municipalité maintient un niveau d'activité particulièrement élevé adossé à une politique de tarification accessible aux publics les plus fragiles.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

| | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|
| **Crédits Activités** | **2 839** | **2 907** | **2 933** |
| *Alimentation - Prestations [ 2RL ]* | 778 | 812 | 800 |
| *Frais de Fonct Services* | 162 | 179 | 199 |
| *Patrimoine (entretien)** | 175 | 169 | 151 |
| *Alimentation* | 47 | 49 | 54 |
| *Fond Documentaire* | 58 | 56 | 59 |
| *Publication* | 140 | 127 | 139 |
| *SIEGE [ Travaux]* | - | 30 | 18 |
| *Charges Diverses* | 177 | 192 | 142 |
| *OPAH-RU* | 84 | 85 | 68 |
| *Crédits intervention* | 1 218 | 1 209 | 1 303 |

- *Autres postes : 830 000 euros*

Ils sont, à ce stade, contenus à hauteur de 830 000 euros et font l'objet d'une gestion rigoureuse, à l'euro près.

## C. LA POURSUITE DES INVESTISSEMENTS À UN NIVEAU SOUTENU EN 2027

Les ressources d'investissement, évaluées à 7,1 millions d'euros en 2027 contribueront à financer un programme d'investissement estimé à 9,9 millions d'euros. Dans ces conditions, le besoin d'emprunt devrait être de 2,7 millions d'euros, soit un montant inférieur au service de la dette et qui permet ainsi de poursuivre le désendettement de la collectivité dans le cadre d'une politique de gestion active de la dette.

### 1. LES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT

Les ressources propres d'investissements sont estimées à 2,6 millions d'euros, en augmentation de 925 000 euros par rapport à l'année 2026.

| | | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|---|
| *Dépenses à Financer* | 1 | 9 642 | **8 124** | **9 898** |
| *Autofinancement* | 2 | **1 453** | **1 731** | **2 656** |
| *Résultat reporte N-1* | 3 | **1 771** | **-** **207** | |
| *Subventions d'équipement* | 4 | **4 711** | **3 400** | **4 510** |
| *Emprunt* | 5 | **1 500** | **3 200** | **2 732** |

#### a) Le FCTVA : 1,380 millions d'euros

Le montant de 1,380 millions d'euros, perçu au titre du FCTVA est calculé sur la base des investissements réalisés au cours de l'exercice budgétaire n-2 qui avaient représenté près de 10 millions d'euros.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

Néanmoins, cette inscription budgétaire pourrait être revue à la baisse dans l'hypothèse où le projet de loi de finances pour 2027 serait voté en l'état par le Parlement. En effet, l'article 35 du PLF 2027 modifie le régime juridique du FCTVA en faisant passer le taux forfaitaire de 16,404 % à 11,404 %, soit une baisse de 5 points. Le taux actuel serait maintenu pour les seules dépenses de transition écologique et de voirie.

Cette réforme représenterait 2,1 milliards d'euros d'économies pour l'État, au détriment des collectivités. Applicable aux versements dès 2027, elle pourrait affecter des investissements déjà réalisés en 2025 ou 2026, avec une recette d'investissement diminuée d'environ 200 000 euros.

### b) La fiscalité d'urbanisme : 450 000 euros

Les recettes liées à la fiscalité d'urbanisme correspondent au montant de la taxe d'aménagement perçue par la commune. La taxe d'aménagement est liée à la création de surfaces sur un bien existant, à une construction, à un aménagement de places de parking, etc. impliquant également une revalorisation de la base d'imposition pour le calcul de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

**Montant de la taxe d'aménagement perçue de 2020 à 2025**

| 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| 414 494 € | 398 387 € | 626 460 € | 427 765 € | 242 261€ | 233 923 € |

La baisse du montant de taxe d'aménagement perçu par la Ville de Louviers depuis 2022 ne résulte pas d'une diminution des permis de construire mais…d'un problème informatique de la direction générale des finances publiques, suite au transfert de compétence de la perception de cette taxe de la DDTM à la DGFIP. Par ailleurs, le fait générateur de la recette est désormais l'achèvement des travaux et non plus la date de dépôt de l'autorisation d'urbanisme.

Il en résulte que les montants perçus depuis 2024, date de mise en œuvre de la réforme, ne correspondent pas à la totalité de que la collectivité devrait percevoir.

Par courrier du 19 février 2025 adressé par la DDFIP à « Madame/ Monsieur le maire de la commune de Louviers » et reproduit ci-après, il est indiqué que « le montant total de la part communale des titres de taxes d'aménagement pris en charge pour recouvrement par les services de la DGFIP s'élève à 442 581 euros ». Or sur l'exercice 2024, à peine plus de la moitié de ce montant a été reversé à la collectivité.

De même, pour l'année 2025, il resterait environ 200 000 euros à percevoir sur l'exercice. Quant à l'année 2026, au 15 octobre, le produit effectivement perçu au titre de la taxe d'aménagement n'était que de 28 234 euros, soit à peine 5% du produit total estimé.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

FINANCES PUBLIQUES

Madame/Monsieur la/le Maire de la commune de

LOUVIERS

Paris, le 19/02/2025

**Objet :** information relative au montant de taxe d'aménagement (TAM) pris en charge durant l'année 2024

Madame, Monsieur,

Conformément au II de l'article 1639 A du code général des impôts, la Direction générale des Finances publiques (DGFiP) transmet les éléments relatifs aux taxes d'aménagement émises durant l'année civile précédente aux collectivités territoriales bénéficiaires, en vue de la préparation de leur budget.

Pour l'année 2024, le montant total de la part communale des titres de taxes d'aménagement pris en charge pour recouvrement par les services de la DGFiP s'élève à 442 581 €.

Ces éléments concernent le montant des taxes d'aménagement liquidées durant l'année 2024, pour les constructions et aménagements situés dans votre commune, pour toutes les typologies d'autorisations d'urbanisme confondues et quelle que soit l'année de délivrance de celles-ci. Ce montant regroupe à la fois les liquidations :

- réalisées par la Direction Départementale des Territoires - DDT(M) pour les autorisations d'urbanisme dont la demande a été déposée avant le 1er septembre 2022,

- et celles réalisées par la DGFiP pour les autorisations d'urbanisme dont la demande a été déposée après cette date.

Il est rappelé que le montant de taxes d'aménagement peut évoluer sensiblement d'une année sur l'autre, en fonction de la nature des projets et du nombre d'opérations d'urbanisme. **Il s'agit donc d'une donnée purement indicative,** étant également précisé que ce sont **les montants réellement perçus** qui sont reversés aux collectivités territoriales.

Les Directions régionales et départementales des Finances publiques, par l'intermédiaire des conseillers aux décideurs locaux tout particulièrement, se tiennent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La Direction générale des Finances publiques

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

Lors d'un webinaire qui s'est tenu le 15 octobre 2025 avec l'Association des maires de France, la DGFIP a indiqué que seules les autorisations d'urbanisme de plus de 5 000 m2 sont traitées au fil de l'eau par les services de l'Etat depuis février 2025. Depuis le 1er septembre 2022, selon les états trimestriels transmis par les services fiscaux, aucune autorisation d'urbanisme inférieure à 5 000 m2 n'a ainsi donné lieu à un reversement de la fiscalité en faveur de la commune.

Le service des finances de la ville de Louviers évalue à environ 1 million d'euros le montant de taxe d'aménagement dû à la collectivité mais toujours non perçu à ce jour. Faute de procédure de recouvrement lancée au 31 décembre 2026, une partie du produit dû à la collectivité pourrait être frappé de prescription, ce qui entraînerait une perte sèche pour la collectivité.

Se pose également la question de la perte de recette de fonctionnement liée à l'absence de revalorisation de bases fiscales ne tenant pas compte de travaux achevés.

Ces graves dysfonctionnements des services de l'État impactent très directement les finances municipales, tant en section d'investissement qu'en section de fonctionnement. S'agissant d'une recette d'investissement, la Ville de Louviers aurait dû baisser d'autant les emprunts souscrits depuis 2024 et accélérer le désendettement de la ville. La collectivité se prive également de recettes de fonctionnement liées à la mise à jour des bases fiscales.

Il appartient à l'Etat de prendre la pleine mesure des conséquences d'une réforme qui, en transférant une compétence de la DDTM à la DGFIP, a conduit à une incapacité à lever correctement l'impôt et à informer les collectivités locales d'un calendrier prévisionnel de versement de ce qui leur est dû.

### c) Les cessions d'actifs : 690 000 euros

Pour l'exercice budgétaire 2027, les cessions d'actifs immobiliers sont estimées à 690 000 euros et correspondent à deux projets :

- D'une part, la cession d'un premier lot du site du Kolysé, avec le début, au 1er semestre 2027, des travaux de l'hôtel dont le permis de construire est purgé de tout recours.
- D'autre part, la cession des locaux actuels de la caisse d'allocations familiales (CAF), place de la République, dans la perspective de l'ouverture aux Acacias, de la « Fabrique des solutions ».

| | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|
| **V . Epargne nette ()** | **187** | **80** | **136** |
| *II. Resources de couverture* | *1 267* | *1 651* | *2 520* |
| *B1. FCTVA* | *707* | *1 088* | *1 380* |
| *B2. Fiscalité d'urbanisme* | *236* | *473* | *450* |
| *B3. Aliénation Actif* | *324* | *90* | *690* |
| *B2.Autres* | | - | |
| **Capacité d'autofinancement élargie** | **1 453** | **1 731** | **2 656** |

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

### *d) Les subventions d'équipement : 4,5 millions d'euros*

Le montant élevé des subventions d'équipement inscrit au budget 2027 est lié, pour l'essentiel, à la mise en œuvre du programme de rénovation urbaine du quartier des Acacias.

Le retard pris dans la construction de la nouvelle école des Acacias, en raison de la défaillance d'une entreprise, conduit à reporter sur l'exercice 2027 une subvention qui devait initialement être versée en 2026.

En 2027, les montants attendus de subventions sont :

- Pour la « Fabrique des solutions » dont le chantier devrait débuter au 1er trimestre 2027 : 2,2 millions d'euros
- Pour la nouvelle école des Acacias : 1,3 millions d'euros

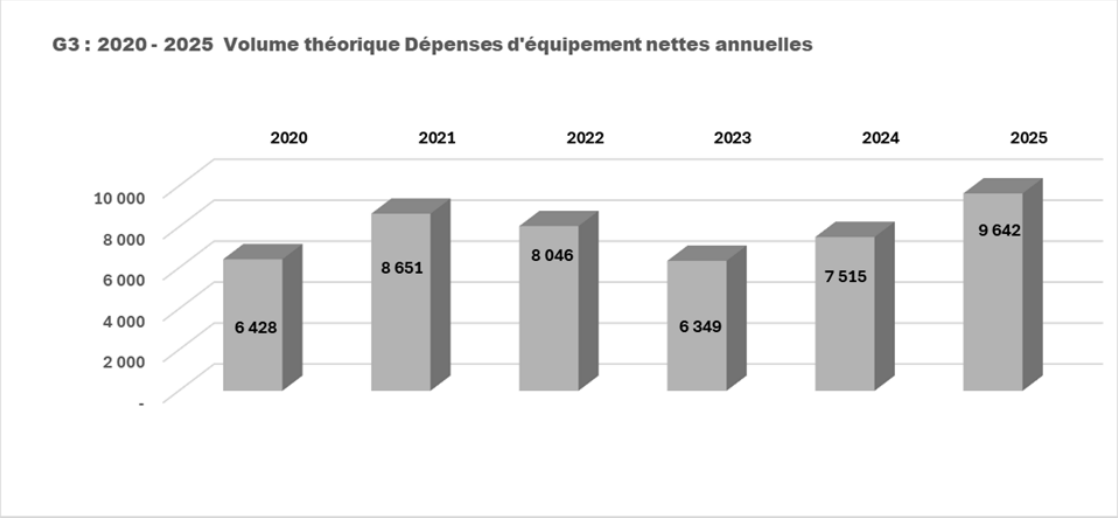
Hors ANRU des Acacias, la ville devrait également percevoir en 2027 des subventions d'équipement au titre de la restauration de l'église Notre-Dame (phase IV) à hauteur de 255 000 euros et du Corner Normand, inscrit au contrat de territoire, à hauteur de 445 000 euros.

Par ailleurs, la ville est depuis 2026 éligible à la dotation de la politique de la ville (DPV) avec des montants de subventions pouvant représenter annuellement plusieurs centaines de milliers d'euros et susceptibles de financer jusqu'à 80% de l'investissement. La végétalisation de la cour de l'école Jacques Prévert figure au rang des priorités s'agissant d'un financement par la DPV.

Enfin, le produit des amendes de police, estimé autour de 100 000 euros, doit également permettre de financer des travaux de voirie et aménagements de sécurité.

## 2. LES DEPENSES D'EQUIPEMENT

Le montant des dépenses d'équipement à financer en 2027 devrait approcher les 10 millions d'euros, du fait des investissements liés au programme de rénovation urbaine (ANRU) des Acacias / la Londe / les Oiseaux. Il pourrait s'agir du montant le plus élevé depuis 2014.




Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

**Le programme d'investissement de l'année 2027 revêt les dépenses suivantes :**

- Renouvellement d'une partie de la flotte automobile de la ville et son verdissement : 300 000 euros.
- Entretien des bâtiments communaux et travaux de mise en conformité : 650 000 euros.
- Achèvement de la phase IV de la restauration de l'église Notre-Dame : 500 000 euros
- Début des travaux de la « Fabrique des solutions » : 3 millions d'euros
- Poursuite des travaux de la nouvelle école des Acacias : 2 millions d'euros
- Aménagement des espaces publics des Acacias et de La Londe : 500 000 euros
- Début des travaux du futur « Corner Normand », tiers-lieu commerçant : 800 000 euros
- Systèmes informatiques : 200 000 euros
- Programme de vidéoprotection et sécurité des bâtiments communaux : 200 000 euros
- Travaux de voirie et enfouissement des réseaux : 190 000 euros
- Équipements de service et qualité de vie au travail des agents municipaux : 250 000 euros
- Défense incendie : 50 000 euros
- Proximité et aires de jeux : 70 000 euros
- Plan façade et OPAH-RU : 160 000 euros
- Réseau de chaleur : 230 000 euros
- Verdissement des espaces publics : 200 000 euros
- Mobilier urbain et signalétique urbaine : 140 000 euros
- Réserves foncières : 200 000 euros
- Éclairage public : 180 000 euros
- Études et ingénierie : 80 000 euros

## D. UNE EPARGNE PRESERVEE

Le ratio entre les ressources et les dépenses devrait permettre de dégager en 2027 un montant d'épargne supérieur à celui voté au budget primitif 2026.

L'**épargne de gestion** ressort à 4,296 millions d'euros, en hausse de (+) 172 000 par rapport à 2026 tandis que l'**épargne brute** se situe à 3,476 millions d'euros, soit une augmentation de 202 000 euros par rapport à 2026.

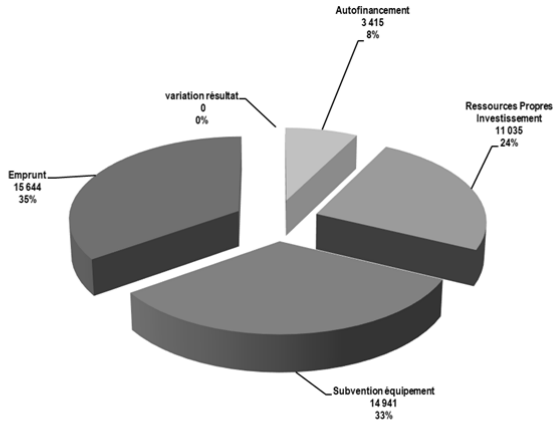
L'**épargne nette** s'établirait pour sa part à 136 000 euros.

| | | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|
| Produits de fonctionnement | | 28 118 | 28 787 |
| Evolution | € | | 669 |
| | % | | 2,3% |
| - Charges de fonctionnement | | 23 994 | 24 491 |
| Evolution | € | | 497 - |
| | % | | 2% |
| = EPARGNE DE GESTION (EG) | | 4 124 | 4 296 |
| - Intérêts ( 1 ) | | 850 | 820 |
| = EPARGNE BRUTE (EB) | | 3 274 | 3 476 |
| - Capital (2) | | 3 194 | 3 341 |
| = EPARGNE NETTE (EN) | | 80 | 136 |
| Evolution | € | | 55 |
| | % | | 69% |
| Service de la dette (1) + (2) | | 4 044 | 4 161 |

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

## E. UNE GESTION ACTIVE DE LA DETTE

En 2027, le désendettement de la Ville devrait se poursuivre puisque le besoin d'emprunt est estimé à 2,7 millions d'euros, un montant inférieur de 677 000 euros au remboursement annuel de l'annuité de la dette. La Ville est en capacité de financer 72% de son programme d'investissements de l'exercice 2027 sans avoir à recourir à l'emprunt.




G5 : Structure de financement 2020-2025

| | | CA 2025 | Vote 2026 | Cible 2027 |
|---|---|---|---|---|
| Dépenses à Financer | 1 | 9 642 | 8 124 | 9 898 |
| Autofinancement | 2 | 1 453 | 1 731 | 2 656 |
| Résultat reporte N-1 | 3 | 1 771 | - 207 | |
| Subventions d'équipement | 4 | 4 711 | 3 400 | 4 510 |
| Emprunt | 5 | 1 500 | 3 200 | 2 732 |

### Synthèse du stock de dette au 01/01/2027

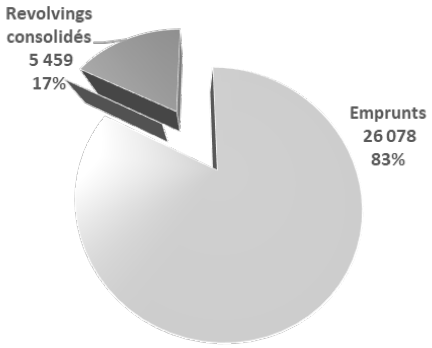
*en milliers d'euros*

| | |
|---|---|
| Capital restant dû (CRD) * | 31 537 |
| Taux moyen (ExEx,Annuel) | 2,30% |
| Durée de vie résiduelle (1) | 13 ans et 4 mois |
| Durée de vie moyenne (2) | 7 ans et 1 mois |
| Nombre de contrats | 31 |

(1) Durée de vie résiduelle
La durée de vie résiduelle (exprimée en années) est la durée restant avant l'extinction totale de la dette ou d'un emprunt
(2) Durée de vie moyenne
Il s'agit de la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année). La durée de vie moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû d'une dette, compte tenu de son amortissement.

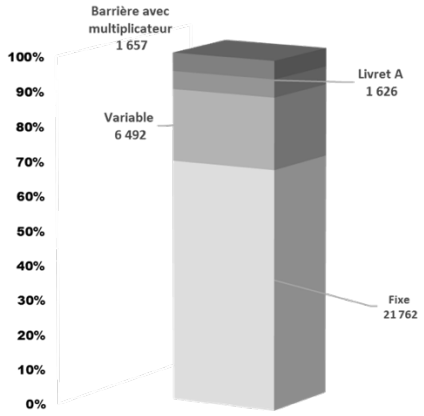
Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

| Dette par nature | Nombre de contrat | Capital restant dû (CRD) | Taux moyen (ExEx,Annuel) |
|---|---|---|---|
| Emprunts | 27 | 26 078 | 2,26% |
| Revolvings non consolidés | 4 | - | |
| Revolvings consolidés | | 5 459 | 2,47% |
| **Total dette** | **31** | **31 537** | **2,30%** |




**Dette par type de risque**

| Type | Encours | % d'exposition | Taux moyen |
|---|---|---|---|
| Fixe | 21 762 | 65,47% | 1,68% |
| Variable | 6 492 | 22,94% | 3,65% |
| Livret A | 1 626 | 5,74% | 2,30% |
| Barrière avec multiplicateur | 1 657 | 5,85% | 4,04% |
| **Ensemble des risques** | **31 537** | **100,00%** | **2,30%** |



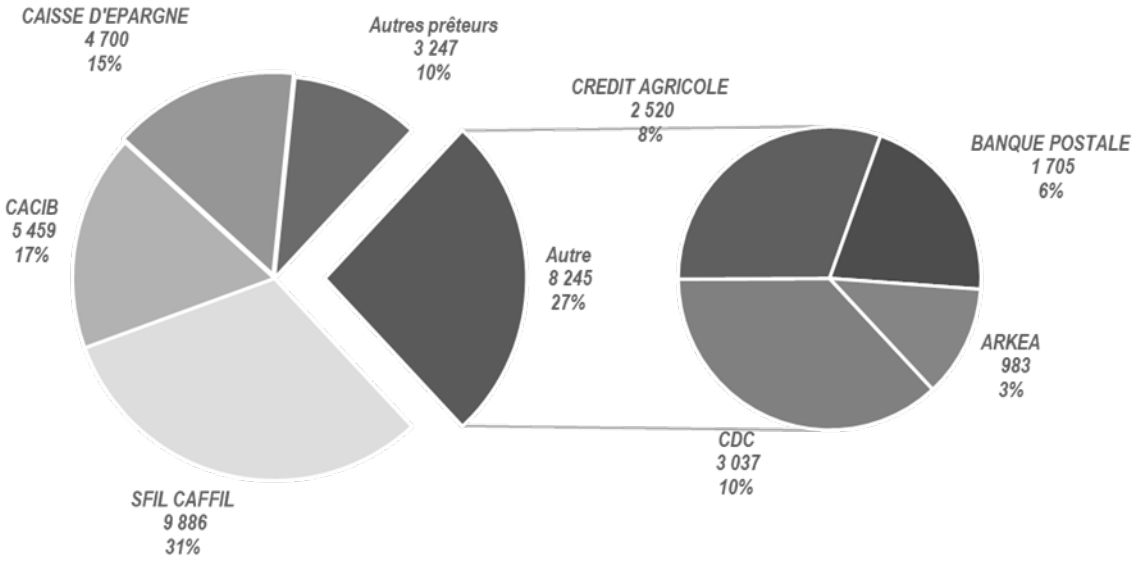

**Dette par prêteur**

| Prêteur | CRD | % du CRD |
|---|---|---|
| SFIL CAFFIL | 9 886 | 32% |
| CACIB | 5 459 | 18% |
| CAISSE D'EPARGNE | 4 700 | 15% |
| CDC | 3 037 | 10% |
| CREDIT AGRICOLE | 2 520 | 8% |
| BANQUE POSTALE | 1 705 | 6% |
| ARKEA | 983 | 3% |
| Autres prêteurs | 3 247 | **8%** |
| **Ensemble des prêteurs** | **31 537** | **100%** |

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

**Ville de Louviers : Budget Principal - Profil Extinction dette**

| CRD début | CRD début d'exercice | Capital amorti (1) | Amortissement plafond revolving | Amort k | Intérêts (i) | Flux total | Coût Stock | CRD fin d'exercice | Var Stock annuelle | Var Stock Mandat | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| a | b | c | d | e = c + d | f | g = e + f | f / b | b | h = b(n) -b(n-1) | | |
| 2013 | 35 910 904 | 1 915 560 | 883 013 | 2 798 573 | 1 066 259 | 3 864 832 | 3,0% | **35 919 000** | #VALEUR! | | |
| 2014 | 35 919 000 | 1 954 128 | 805 394 | 2 759 522 | 1 093 012 | 3 852 534 | 3,0% | 34 539 477 | - 1 379 522 | | |
| 2015 | 34 539 477 | 1 917 708 | 836 827 | 2 754 535 | 1 028 013 | 3 782 548 | 3,0% | 33 172 166 | - 1 367 311 | | |
| 2016 | 33 172 166 | 1 999 509 | 437 161 | 2 436 670 | 1 004 998 | 3 441 667 | 3,0% | 33 002 785 | - 169 381 | - 2 920 654 | -8% |
| 2017 | 33 002 785 | 2 469 037 | - | 2 469 037 | 891 965 | 3 361 002 | 2,7% | 33 033 748 | 30 963 | | |
| 2018 | 33 033 748 | 2 502 743 | - | 2 502 743 | 841 716 | 3 344 459 | 2,5% | 33 031 005 | - 2 743 | | |
| 2019 | 33 031 005 | 2 553 185 | - | 2 553 185 | 776 748 | 3 329 933 | 2,4% | 32 998 345 | - 32 660 | | |
| 2020 | 32 998 345 | 2 573 962 | - | 2 573 962 | 705 583 | 3 279 545 | 2,1% | 30 924 383 | - 2 073 962 | | |
| 2021 | 30 924 383 | 2 668 784 | - | 2 668 784 | 641 009 | 3 309 793 | 2,1% | 32 355 599 | 1 431 216 | | |
| 2022 | 32 355 599 | 2 749 934 | - | 2 749 934 | 655 931 | 3 405 865 | 2,0% | 34 548 065 | 2 192 466 | - 1 468 803 | -5% |
| 2023 | 34 548 065 | 2 946 106 | - | 2 946 106 | 722 154 | 3 668 260 | 2,1% | 33 701 959 | - 846 106 | | |
| 2024 | 33 701 959 | 2 976 079 | - | 2 976 079 | 791 028 | 3 767 106 | 2,3% | 33 225 881 | - 476 079 | | |
| 2025 | 33 225 881 | 3 196 339 | - | 3 196 339 | 777 928 | 3 974 267 | | ***31 529 542*** | - 1 696 339 | | **12,22%** |
| **2026** | **31 529 542** | **3 192 783** | **-** | **3 192 783** | **663 106** | **3 855 889** | | **31 536 759** | 7 217 | | |
| 2027 | 31 536 759 | 3 348 947 | - | 3 348 947 | 782 662 | 4 131 608 | | 28 187 812 | | | |
| 2028 | 28 187 812 | 3 121 448 | - | 3 121 448 | 747 004 | 3 868 452 | | 25 066 365 | | | |
| 2029 | 25 066 365 | 2 304 552 | - | 2 304 552 | 659 007 | 2 963 559 | | 22 761 813 | | | |
| 2030 | 22 761 813 | 2 289 043 | - | 2 289 043 | 602 279 | 2 891 322 | | 20 472 770 | | | |
| 2031 | 20 472 770 | 2 112 749 | - | 2 112 749 | 552 226 | 2 664 975 | | 18 360 020 | | | |
| 2032 | 18 360 020 | 2 071 307 | - | 2 071 307 | 505 483 | 2 576 790 | | 16 288 714 | | | |
| 2033 | 16 288 714 | 1 998 314 | - | 1 998 314 | 459 832 | 2 458 147 | | 14 290 399 | | | |
| 2034 | 14 290 399 | 1 888 801 | - | 1 888 801 | 414 542 | 2 303 343 | | 12 401 598 | | | |
| 2035 | 12 401 598 | 1 831 830 | - | 1 831 830 | 370 294 | 2 202 124 | | 10 569 768 | | | |
| 2036 | 10 569 768 | 1 571 352 | - | 1 571 352 | 324 208 | 1 895 561 | | 8 998 416 | | | |
| 2037 | 8 998 416 | 1 258 079 | - | 1 258 079 | 285 357 | 1 543 436 | | 7 740 336 | | | |
| 2060 | 135 000,00 | 45 000,00 | - | 45 000,00 | 4 725,00 | 49 725 | | 90 000,00 | | | |
| 2061 | 90 000,00 | 45 000,00 | - | 45 000,00 | 3 150,00 | 48 150 | | 45 000,00 | | | |
| 2062 | 45 000,00 | 45 000,00 | - | 45 000,00 | 1 575,00 | 46 575,00 | | - | | | |




Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

## SECONDE PARTIE

***

# LA DEFINITION D'UNE TRAJECTOIRE BUDGETAIRE DE MANDATURE POUR FINANCER UN SERVICE PUBLIC MUNICIPAL DE QUALITE ET LES INVESTISSEMENTS DU QUOTIDIEN

Premier de la mandature, le présent rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2027 entend également présenter la trajectoire financière du mandat municipal. Celle-ci s'inscrit dans la fidélité aux principes de saine gestion auxquels la municipalité souscrit depuis sa première élection en 2014. Les réformes structurelles se poursuivront tout au long du mandat pour dégager de nouvelles marges de manœuvre budgétaires et améliorer le service public rendu aux habitants, en particulier dans le cadre du déploiement du plan d'action « Louviers au quotidien », sans recourir à l'augmentation des taux d'imposition.

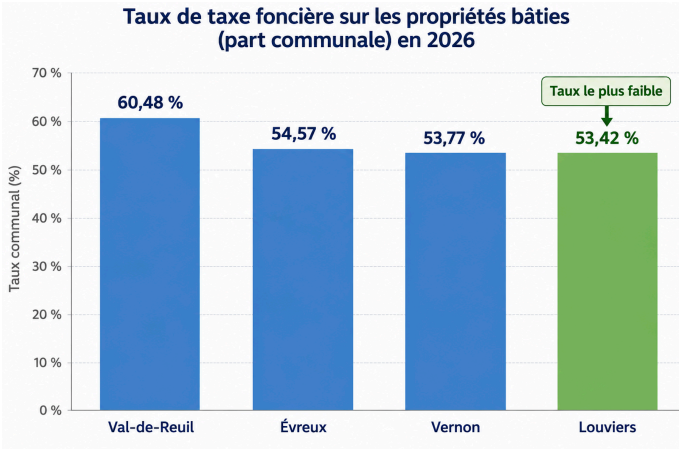
## A. LE CADRE BUDGETAIRE PLURIANNUEL DU MANDAT

Le cadre budgétaire pluriannuel de la mandature qui débute confirme une approche fondée sur le respect des grands principes qui sous-tendent la politique volontariste d'assainissement des finances municipales engagée en 2014 et articulée autour de la maîtrise des dépenses, d'un haut niveau d'investissement et du désendettement progressif de la Ville.

### 1. RESPECTER LES PRINCIPES FIXES DEPUIS 2014

La règle d'or des finances municipales repose depuis 2014 sur les principes suivants :

**a) La stabilité fiscale** qui signifie le refus d'augmenter le taux des impôts décidés par la Ville pour financer les dépenses municipales. L'évolution de la fiscalité locale a été marquée sur la période récente par la suppression de la taxe d'habitation, ce qui a rendu du pouvoir d'achat au contribuable mais avec pour effet d'atténuer l'effet dynamique de cette taxe pour le budget municipal. Alors que l'unique levier de fixation des taux demeure désormais sur la TFPB, la municipalité confirme le choix politique, contrairement à d'autres communes de l'agglomération Seine-Eure, d'un gel des taux jusqu'à la fin du mandat.




Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

b) **La préservation d'une épargne nette annuelle positive** indispensable au financement du programme pluriannuel d'investissement porté par la Ville. Malgré un contexte budgétaire particulièrement contraint, la municipalité a fait la démonstration de sa capacité à restaurer une épargne nette structurelle qui s'est établie à 3,4 millions d'euros sur la mandature précédente (exercices budgétaires 2020 à 2025).

c) **Un haut niveau d'investissement** au service de la transformation de la Ville et de l'amélioration du cadre de vie et du service public municipal pour tous les habitants et dans tous les quartiers de Louviers. Au cours de la mandature écoulée, l'assainissement des finances municipales, couplé à l'obtention d'importantes subventions d'équipement, aura permis de financer, notamment, la nouvelle école Jules Ferry, deux nouvelles crèches (les explorateurs et les Acacias) et le nouveau gymnase Philippe-Croizon.

d) **Le désendettement de la Ville**, alors même que le montant des investissements n'a jamais été aussi élevé. Entre 2020 et 2025, le stock de dette aura diminué de 1,5 million d'euros pour s'établir à 31,5 millions d'euros au 1er janvier 2026. Ce désendettement se poursuivra à un rythme soutenable au cours de la mandature qui débute.

## 2. MAÎTRISER LES DEPENSES POUR NE PAS AUGMENTER LES IMPÔTS

La situation très dégradée des finances de l'État emporte des effets collatéraux immédiats et significatifs sur les finances locales. Les collectivités territoriales (Région, Département, Agglomération) étant mises à contribution pour participer à l'effort de redressement des finances publiques, chaque échelon revoit à la baisse les montants des subventions versées aux communes. Cela est vrai tant en investissement qu'en fonctionnement.

De même, la conjoncture économique atone impacte directement le dynamisme des recettes fiscales

Dans ce contexte, la Ville de Louviers table sur une croissance des ressources de fonctionnement plafonnée à +1,5% par an à partir de 2028, contre une moyenne de 2% au cours de la mandature précédente. Cela devrait représenter 2,4 millions d'euros supplémentaires sur la période.

Dans le même temps, il est envisagé de limiter à +2%/ an l'augmentation des dépenses de fonctionnement, conformément à ce qui a été constaté chaque année depuis 2023.

Ce modèle, comparé à la période rétrospective, prévoit de maintenir une épargne de gestion moyenne à hauteur de (+) 4,2 millions d'euros, l'assise de calcul des recettes étant supérieure à celle des dépenses.

Pour tenir son objectif, la municipalité poursuivra les réformes structurelles engagées depuis 2014 pour améliorer la qualité du service public tout en faisant baisser le reste à charge financier pour la commune. Cela suppose d'optimiser les financements externes en mobilisant tous les dispositifs auxquels la collectivité peut prétendre. À titre d'exemple, la Ville entend déposer un dossier de candidature pour porter un consortium Erasmus permettant de bénéficier de financements européens.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

L'objectif de 2% d'augmentation des dépenses intègre une hausse incompressible de 3% de la masse salariale liée à la prise en compte du glissement vieillesse technicité (GVT) et de l'augmentation de la cotisation des collectivités locales à la CNRACL, cette dernière représentant pour la seule année 2027 un coût supplémentaire de 183 553 euros. Neutralisation faite de ces obligations qui ne relèvent pas de décisions municipales, cela signifie une gestion très rigoureuse de la masse salariale au vu des enjeux budgétaires qu'elle représente.

**Une évolution maîtrisée de la masse salariale**

Entre 2020 et 2025, la masse salariale de la Ville de Louviers aura augmenté d'environ 15% pour s'établir à 15,2 millions d'euros en 2026. Cette hausse est quasi-exclusivement due à des décisions externes liées à l'augmentation du point d'indice, à la revalorisation du SMIC et à l'augmentation du taux de cotisation de la collectivité à la CNRACL.

En tirant les enseignements du précédent, l'hypothèse retenue pour la période 2027-2032 repose sur de nouvelles contraintes réglementaires imposées par l'État, à savoir : la poursuite de la hausse du taux de cotisation CNRACL au-delà de 2028, la revalorisation du point d'indice pour tenir compte de l'inflation sur la durée du mandat, de nouvelles évolutions du régime indemnitaire liées au glissement vieillesse technicité (GVT) et enfin, un très léger effet noria dû au remplacements des agents partis à la retraite par du personnel plus jeune.

La combinaison de ces paramètres conduit à envisager une augmentation de la masse salariale, à effectifs constants, d'environ 3% par an.

Dans ces conditions, le véritable défi du mandat n'est pas d'empêcher une hausse maîtrisée de la masse salariale qui repose sur des décisions externes à la collectivité, mais plutôt de l'anticiper au mieux afin de préserver nos marges de manœuvre, grâce à la mise en place d'outils de pilotage performants.

## 3. PORTER UN NIVEAU D'INVESTISSEMENT SOUTENABLE

Le plan pluriannuel d'investissement fait preuve de lucidité financière, en programmant un volume moyen annuel de 7,3 millions d'euros contre 7,8 millions d'euros de 2020 à 2026, soit 51,3 millions d'euros de dépenses d'équipement sur la durée prospective de 7 ans, contre 46,6 millions sur la durée rétrospective de 6 ans.

L'autofinancement élargi se maintient cependant à hauteur de 32% grâce aux ressources propres d'investissement, les financements de nos partenaires institutionnels étant estimés à la baisse (de 33% à 29%) pour tenir compte de leur contribution au redressement des finances publiques, et logiquement le recours à l'emprunt grimpe à 39% sur ce mandat, pour équilibrer ce projet.

La part plus importante du recours à l'emprunt, pour un montant prévu à près de 20 millions d'euros sur la période, permet malgré tout de présenter, un léger désendettement évalué à (-) 677 000 euros.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

C’est la rigueur de notre gestion depuis 2014, qui porte ses fruits et permet d’entretenir, même dans un contexte annoncé comme austère, une ambition continue pour la commune. En effet, le pilotage du stock de dette, (-) 12% sur les douze dernières années, associé à l’extinction d’un emprunt important en 2029 pesant pour (-) 500 000 euros par an dans le remboursement du capital, permet de dégager une marge de manœuvre autorisant à conserver une vision d’avenir pour la commune.

## 4. POURSUIVRE LE DESENDETTEMENT DE LA VILLE

Entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2026, la commune aura ramené son stock de dette de 36 millions d’euros à 31,5 millions d’euros, soit un désendettement de (-) 4,39 millions d’euros, représentant (-) 12,2 %, sur la période s’étalant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2026.

**Rétrospective 2014-2026**

*en milliers d'euro*

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01/01/N | 35 910 | 35 918 | 34 539 | 33 171 | 33 002 | 33 033 | 33 031 | 32 998 | 30 924 | 32 355 | 34 547 | 33 702 | 33 226 | 31 530 |
| 31/12/N | 35 918 | 34 539 | 33 171 | 33 002 | 33 033 | 33 031 | 32 978 | 30 924 | 32 355 | 34 547 | 33 702 | 33 226 | 31 530 | 31 537 |
| Emprunt de l'exercice | 2 754 | 1 380 | 1 360 | 1 900 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 500 | 4 100 | 4 942 | 2 101 | 2 500 | 1 500 | 3 200 |
| Amortissement | 2 717 | 2 760 | 2 728 | 2 335 | 2 469 | 2 502 | 2 553 | 2 574 | 2 669 | 2 750 | 2 946 | 2 976 | 3 197 | 3 192 |
| RAR N | - | | | | | | | | | | | | | |
| Variation Stock 31/12/N | 8 | - 1 380 | - 1 368 | - 149 | 31 | - 2 | - 53 | - 2 074 | 1 431 | 2 192 | - 845 | - 476 | - 1 697 | 8 |
| Réaménagement - capitalisation | | | | | | | 20 | | | | | | | |
| Frais financiers | 1094 | 1 090 | 1 036 | 971 | 910 | 821 | 780 | 685 | 661 | 659 | 811 | 900 | 778 | 800 |
| Coût moyen | 3,05% | 3,04% | 3,00% | 2,93% | 2,76% | 2,49% | 2,36% | 2,08% | 2,14% | 2,04% | 2,35% | 2,67% | 2,34% | 2,54% |
| Service dette | 3 811 | 3 850 | 3 764 | 3 306 | 3 379 | 3 323 | 3 333 | 3 259 | 3 330 | 3 409 | 3 757 | 3 876 | 3 975 | 3 992 |
| Evol N/ N-1 | 121 | 39 | - 86 | - 458 | 74 | - 56 | 10 | - 74 | 71 | 79 | 348 | 119 | 99 | 17 |

S’agissant de la mandature qui débute, la poursuite du désendettement de la ville reste un objectif atteignable, malgré les contraintes budgétaires fortes exprimées précédemment. Cet objectif doit s’appréhender à l’échelle du mandat et non annuellement afin de tenir compte du cycle des investissements au cours de la mandature.

Au regard des dépenses d’équipement programmées et des recettes d’investissement envisagées, le stock de dette devrait diminuer en début de mandature pour augmenter temporairement avant de connaître une nouvelle baisse en fin de mandature.

**A l’issue de la période 2027-2033, le stock de dette devrait baisser de près de 700 000 euros.**

En raison de l’évolution à la hausse des taux d’intérêt, et compte tenu de la structure du stock de dette avec des produits intégrés ces dernières années privilégiant un amortissement priorisé du remboursement du capital, le service de la dette valorisé sur la période prospective, atteint un montant moyen d’environ 4,0 millions d’euros contre 3,6 millions d’euros sur la période rétrospective.

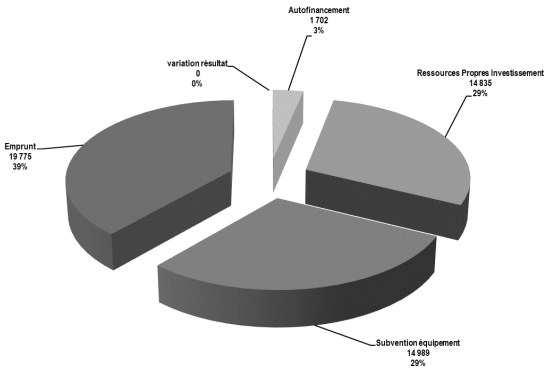
S’agissant enfin de **l’épargne nette**, le plan pluriannuel de financement prévoit un objectif de 1,7 millions d’euros sur la mandature. L’épargne nette moyenne est donc limitée dans sa projection, à (+) 241 mille euros/an, soit une contraction moyenne d’environ (-) 320 mille euros en comparaison avec la période précédente.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

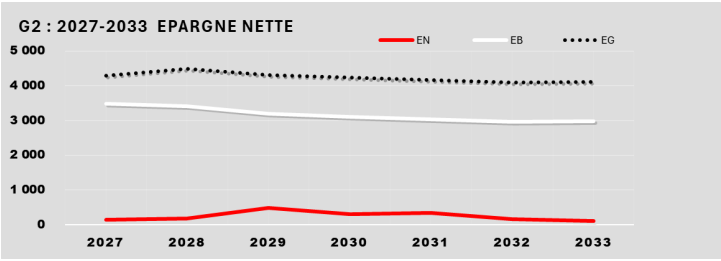
# Plan pluriannuel de fonctionnement et d'investissement de la Ville de Louviers (2027-2033)

| | | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2027 - 2033 | Moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits de fonctionnement | | 28 118 | 28 787 | 28 892 | 29 303 | 29 726 | 30 162 | 30 611 | 31 074 | 208 556 | 29 794 |
| Evolution | € | | 669 | 104 | 411 | 423 | 436 | 449 | 463 | | |
| | % | | 2,3% | 0,4% | 1,4% | 1,4% | 1,5% | 1,5% | 1,5% | | 1% |
| - Charges de fonctionnement | | 23 994 | 24 491 | 24 405 | 24 991 | 25 487 | 25 997 | 26 523 | 26 954 | 178 849 | 25 550 |
| Evolution | € | | 497 | - 86 | 586 | 496 | 510 | 526 | 431 | | |
| | % | | 2% | 0% | 2% | 2% | 2% | 2% | 2% | | 2% |
| = EPARGNE DE GESTION (EG) | | 4 124 | 4 296 | 4 487 | 4 312 | 4 239 | 4 165 | 4 089 | 4 120 | 29 707 | 4 244 |
| - Intérêts ( 1 ) | | 850 | 820 | 1 078 | 1 119 | 1 128 | 1 127 | 1 135 | 1 145 | 7 553 | 1 079 |
| = EPARGNE BRUTE (EB) | | 3 274 | 3 476 | 3 408 | 3 192 | 3 111 | 3 038 | 2 953 | 2 975 | 22 154 | 3 165 |
| - Capital (2) | | 3 194 | 3 341 | 3 236 | 2 705 | 2 811 | 2 702 | 2 791 | 2 864 | 20 451 | 2 922 |
| = EPARGNE NETTE (EN) | | 80 | 136 | 172 | 487 | 300 | 336 | 162 | 110 | 1 702 | 243 |
| Evolution | € | | 55 | 36 | 315 | -187 | 36 | -174 | -52 | | |
| | % | | 69% | 26% | 184% | -38% | 12% | -52% | -32% | | |
| Service de la dette (1) + (2) | | 4 044 | 4 161 | 4 315 | 3 824 | 3 939 | 3 829 | 3 927 | 4 010 | 28 005 | 4 001 |

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2027 - 2033 | Moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Epargne nette | 80 | 136 | 172 | 487 | 300 | 336 | 162 | 110 | 1 702 | 243 |
| Ressources Propres investissement | 1 651 | 2 520 | 2 370 | 2 450 | 3 170 | 1 745 | 1 295 | 1 285 | 14 835 | 2 119 |
| Reprise antérieur | -207 | | | | | | | | | |
| Dépenses financées nettes de subvention (a) - ( b) | 4 724 | 5 389 | 8 703 | 5 474 | 4 847 | 4 802 | 4 494 | 2 605 | 36 314 | 5 188 |
| PPI : Dépenses à financer (a) | 8 124 | 9 898 | 9 924 | 9 435 | 7 935 | 5 860 | 5 405 | 2 845 | 51 302 | 7 329 |
| PPI : Subventions Equipement (b) | 3 400 | 4 510 | 4 221 | 2 961 | 1 088 | 1 058 | 911 | 240 | 14 989 | 2 141 |
| Emprunt Exercice | 3 200 | 2 732 | 3 161 | 3 537 | 3 377 | 2 721 | 3 037 | 1 210 | 19 775 | 2 825 |
| Variation Stock de dette | 6 | -608 | -76 | 831 | 567 | 19 | 246 | -1 655 | -677 | |




G5 : Structure de financement prévisionnel 2027-2033

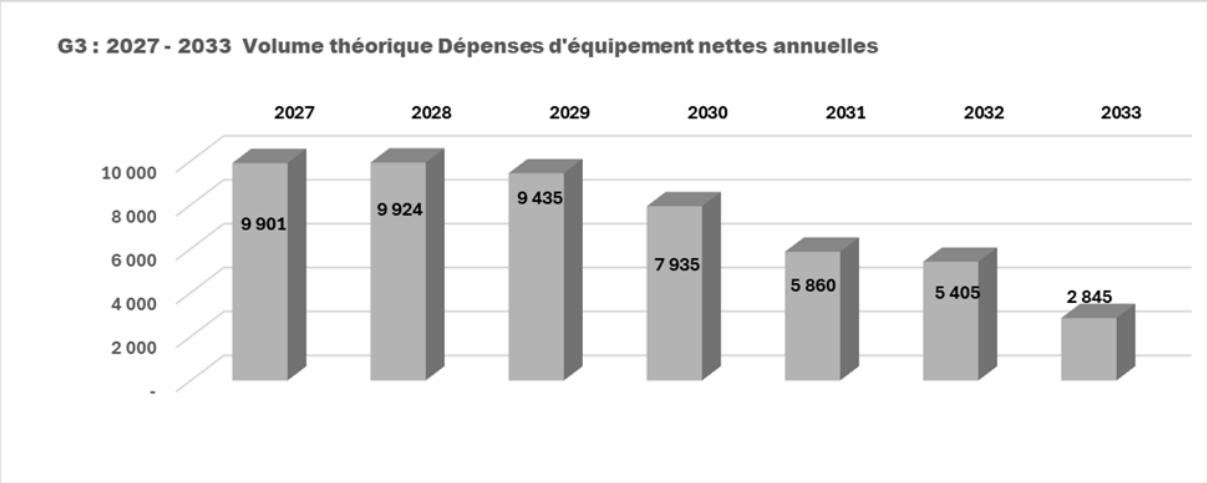



Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

## B. LA PRIORITE DONNEE AUX INVESTISSEMENTS DU QUOTIDIEN DES LOVERIENS

Changer la ville et améliorer la vie des Lovériennes et des lovériens : telle est l'ambition de la municipalité qui met son plan d'investissement au service du quotidien de tous les habitants, dans tous les quartiers de la ville.

La première partie de la mandature verra les crédits d'investissement essentiellement consacrés à l'achèvement du programme de rénovation urbaine (ANRU) des quartiers des Acacias, de la Londe et des Oiseaux, tandis que la seconde moitié du mandat permettra la réalisation de nouveaux projets inscrits au programme sur lequel les Lovériens nous ont accordé leur confiance lors du scrutin municipal des 15 et 22 mars 2026.




### 1. L'ACHEVEMENT DE L'ANRU DES ACACIAS / LA LONDE/ LES OISEAUX

À eux seuls, les exercices budgétaires 2027 à 2029 devraient mobiliser près de 30 millions d'euros d'investissements, dont l'essentiel concernera le financement de l'ANRU des Acacias, autour de projets structurants bénéficiant d'un niveau important de subventions.

En effet, sous la mandature précédente 2020-2026, seule la crèche des Acacias avait été financée pour un montant d'environ 2,5 millions d'euros, les décaissements étant liés au commencement des travaux. Les autres dépenses engagées pour l'ANRU ont jusqu'à présent surtout concerné les études et l'ingénierie.

L'ANRU des Acacias donne clairement la priorité aux équipements du quotidien pour améliorer les conditions d'accueil des services publics : crèche, école, centre de loisirs, centre social et CCAS.

#### a) La nouvelle école des Acacias

Le chantier de la nouvelle école, d'un montant total de 10,2 millions d'euros, a débuté à l'été 2025 avec un calendrier de financement qui s'établit comme suit :

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

**Dépenses annuelles liées à la construction de la nouvelle école / Alsh des Acacias**

| 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|
| 0,88 M€ | 1,2 M€ | 2 M€ | 4,5 M€ | 1,7 M€ |

Ce projet bénéficie de subventions à hauteur de 4,3 millions d'euros, soit 42% du montant total du projet, réparties ainsi :

CAF : 300 000 euros
Région Normandie : 480 000 euros
Etat (DSIL) : 900 000 euros
Département de l'Eure : 800 000 euros
Agglomération Seine-Eure : 400 000 euros
ANRU : 1,43 millions d'euros

Le reste à charge net pour la ville de Louviers s'établit à environ 6 millions d'euros.

**b) La fabrique des solutions**

Projet innovant consistant à regrouper dans un même lieu les services publics sociaux du département, de la ville (centre social et CCAS) et la caisse d'allocations familiales, la fabrique des solutions est un projet placé sous maîtrise d'ouvrage de la Ville qui en assume le financement et qui sera, à son achèvement, rétrocédé au Département de l'Eure.

Le coût total du projet s'élève à 10,3 millions d'euros avec un calendrier de financement qui s'établit comme suit :

**Dépenses annuelles liées à la construction de la fabrique des solutions**

| 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|
| 0,45 | 0,3 M€ | 3 M€ | 4,5 M€ | 2,1M€ |

Ce projet bénéficie de subventions à hauteur de 6,2 millions d'euros, soit environ 60% du montant total du projet, réparties ainsi :

CAF : 400 000 euros
Département de l'Eure : 5,17 millions d'euros
ANRU: 659 000 euros

À ce stade, le reste à charge pour la Ville de Louviers s'établit à 4,1 millions d'euros. Un dossier de demande de DSIL est par ailleurs en cours d'instruction au sein des services de la préfecture de l'Eure qui pourrait permettre de porter le taux de subventionnement du projet à près de 70%.

La réalisation de la fabrique des solutions permet à la Ville d'envisager des cessions d'actifs s'agissant des bâtiments communaux qui accueillent actuellement la CAF (à titre gracieux) et le CCAS.

Une offre d'achat des locaux mis à disposition de la CAF a été reçue en septembre 2026 pour un montant de 337 000 euros tandis que le bâtiment du CCAS sera mis en vente à l'ouverture de la fabrique des solutions.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

### c) La requalification des espaces publics

Aux Acacias comme à La Londe, le programme de rénovation de l'ANRU prévoit d'importants travaux de requalification des espaces publics autour de la création de places de stationnement végétalisées, poubelles enterrées, installation d'aires de jeu, plantation d'arbres, etc.

Aux Acacias, le mail piétonnier est achevé depuis l'automne 2026 mais les travaux de requalification des espaces publics se poursuivront jusqu'à la livraison de la fabrique des solutions. À la Londe, les aménagements urbains – création d'une voirie et de places de stationnements – débuteront à l'issue du chantier de rénovation thermique des logements réalisés sous maîtrise d'ouvrage du bailleur LFE.

Le montant des travaux de requalification des espaces publics, sous maîtrise d'ouvrage de l'agglomération, refacturés à la Ville, s'établit à 1,4 millions d'euros jusqu'à la fin de l'année 2027.

## 2. LE « CORNER NORMAND », UN INVESTISSEMENT MAJEUR AU SERVICE DE L'ATTRACTIVITE DU COMMERCE DE PROXIMITE

Inscrit au contrat de territoire conclu par l'agglomération Seine-Eure avec la Région Normandie et le Département de l'Eure, le « Corner Normand », tiers lieu commerçant innovant porté par la Ville de Louviers bénéficie d'une inscription budgétaire de 2,8 millions dont près de 900 000 euros de subventions réparties ainsi :

Région Normandie : 350 000 euros
Agglomération Seine-Eure : 200 000 euros (au titre de la compétence « commerce et artisanat)
Département de l'Eure : 340 000 euros

Le « Corner Normand » véritable **concept store dédié aux produits de l'excellence normande**, s'inscrit au cœur d'une stratégie territoriale qui se décline du niveau régional à l'échelon local.

Il se veut en effet le point de rencontre de plusieurs politiques publiques que sont :

- La promotion de l'excellence normande, dans le prolongement du succès du **Festival de l'Excellence Normande (Fêno)** créé par la Région Normandie en 2019 et qui réunit chaque année pendant trois jours, alternativement à Caen et à Rouen, environ 400 exposants dans tous les domaines de l'excellence normande. Le Corner Normand porte l'ambition de prolonger tout au long de l'année l'élan de ce festival éphémère dans le cadre d'une déclinaison « **Fêno boutique** » permettant au public de trouver de façon permanente et au même endroit une sélection de produits de l'excellence Normande.

- Le développement d'une **filière des métiers d'art et d'artisanat en Normandie**. En lien avec la Chambre des métiers de l'artisanat (CMA) et la Chambre de commerce et d'industrie (CCI), la Région Normandie a impulsé une stratégie de structuration et de promotion de ces métiers qui trouve sa déclinaison, à l'échelle de l'Agglomération Seine-Eure, autour des métiers du luxe.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

- La stratégie régionale de **soutien aux « villes moyennes »** de Normandie dotées de fonctions de centralité. Initiée par **l'agence d'attractivité de Normandie**, cette stratégie vise à mettre en avant les atouts des villes dites moyennes, en particulier autour de services innovants proposés à des habitants de plus en plus en demande d'une offre attractive tout en restant dans les canons d'une ville à visage humain.

- La promotion du **commerce de proximité**, à une époque où le consommateur est de plus en plus exigeant quant à la qualité des produits, leur traçabilité, le respect de circuits courts : ce « sur-mesure » que l'on ne trouve pas dans les grandes surfaces, et en même temps cette envie de disposer d'un vaste choix et de conseils appropriés pour des achats responsables.

Le futur Corner Normand de Louviers est fondé sur **les principes suivants** :

- Le **« aller vers »**, qui vise à amener un produit, une œuvre d'art, un conseil vers le client, vers le visiteur, vers l'usager. Ainsi, il sera proposé aux fournisseurs (marques normandes, artisans d'art) de proposer une sélection de produits qui seront proposés en dépôt-vente dans leur Corner Normand. Selon cette même logique, une borne interactive pourrait permettre d'accéder aux dispositifs régionaux tels que l'agence régionale de l'orientation, le dispositif de mobilité « Nomand », « Normandie pour la Paix », etc.

- La **transversalité et la pluridisciplinarité** constituent l'ADN et l'hybridité de ce projet qui ne connaît aucun équivalent, qui n'entre dans aucune case, ce qui doit faire sa force. L'idée maîtresse est de regrouper dans un même lieu des activités différentes mais dont la coexistence crée de la valeur ajoutée. Ainsi, la base du Corner Normand de Louviers sera constituée d'un ***concept store*** autour de la vente de produits de l'excellence normande et d'une p**rogrammation** permettant aux artisans d'art de présenter leur travail et leurs créations. Il s'agit aussi de donner du sens à l'acte de consommation. Au centre du Corner Normand, il y aura un **café / restauration légère** qui donnera de la vie au lieu. Cette diversité des espaces fera du Corner Normand **un tiers lieu singulier à vocation patrimoniale et commerciale**.

- La **mixité des publics** est essentielle à la vitalité du Corner Normand, lieu de flux et de transmission. Il s'agira d'accueillir tout à la fois des clients qui viendront acheter des produits du *concept store* que des publics scolaires qui pourront bénéficier de la programmation de lieu autour des artisans d'art venus présenter leurs savoir-faire et leurs créations. Le lieu sera résolument **intergénérationnel, avec une mixité des âges, des usages et des temporalités** de fréquentation.

La création du Corner Normand à Louviers est **une réponse à de multiples besoins** :

- Un **besoin économique** tout d'abord, en offrant un lieu de vente permanent aux artisans d'art, au-delà des salons éphémères auxquels ils participent. Le succès rencontré par le « Fêno » et par « Festiv'art » témoigne de l'intérêt du public. Le Corner Normand s'inscrit ainsi pleinement dans **le volet « aval » de la stratégie de promotion des métiers d'art et d'artisanat**.

- Un **désir de consommer différemment**. L'heure est plus que jamais à la valorisation de savoir- faire, à la promotion des circuits courts et à l'achat de proximité. Il existe une

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

forte demande d'achat responsable, replaçant l'humain au cœur de l'acte de consommation. Le Corner Normand sera le lieu de l'achat intelligent et responsable.

- Un **vecteur d'attractivité** du cœur de ville. L'heure est aux villes moyennes et au développement du commerce de proximité plutôt que des grandes surfaces en périphérie. L'hybridité du Corner Normand autour du *concept store*, d'un café/ restauration légère, d'une programmation diversifiée et d'espaces culturels, en fera un **lieu de vie en centre-ville**, et un puissant vecteur d'attractivité qui irriguera l'ensemble du commerce de centre-ville. Le Corner Normand, en proposant des produits qu'on ne trouvera nulle part ailleurs dans un seul et même endroit, sera un puissant vecteur d'attractivité à l'échelle régionale. Il sera ouvert sur des **horaires atypiques** (notamment en soirée et le dimanche), ce qui en fera un marqueur supplémentaire.

- La **promotion de l'excellence normande** alors que la réunification de la Normandie a révélé le fort potentiel de déclinaison de la **marque Normandie**. Le Corner Normand en sera un lieu d'incarnation. Plus qu'un magasin, il s'agira d'en faire une vitrine vivante de l'excellence normande à même de proposer un condensé de ce que la Normandie et les Normands savent faire de mieux !

Le Corner Normand de Louviers affiche également une **ambition d'exemplarité** au titre de la **mise en valeur de l'architecture dite de la reconstruction** de l'après-guerre. Il sera en effet situé dans un bâti de la reconstruction, dont la Ville de Louviers est propriétaire et qui fait l'objet d'une rénovation complète avec la volonté de mettre en valeur ce patrimoine normand. A l'heure de la **sobriété foncière**, le Corner Normand sera également un bel exemple de densification des usages.

## 3. DONNER AU PLAN D'ACTION « LOUVIERS AU QUOTIDIEN » LES MOYENS BUDGETAIRES DE SON AMBITION

En juin 2026, la municipalité a présenté son plan d'action **« Louviers au quotidien »** articulé autour de 50 premières mesures concrètes visant à améliorer la vie des habitants dans tous les domaines de leur quotidien : logement, sécurité, accessibilité, stationnement, aires de jeu, propreté…

Le programme d'investissements de la mandature traduit cette volonté politique en priorités budgétaires autour des projets suivants :

### a) Travaux de voirie et aménagements qualitatifs de proximité : 2 millions d'euros

En sus du programme d'entretien financé par l'agglomération dans le cadre de l'exercice de sa compétence voirie, la Ville prévoit un budget de 2 millions d'euros sur la mandature pour des travaux qualitatifs qui concerneront notamment des aménagements de sécurité et d'accessibilité. Une enveloppe dédiée de 500 000 euros sera également consacrée à la rénovation du boulevard Clémenceau.

### b) Mobilier urbain et « plan signalétique » : 600 000 euros

Poubelles urbaines, bancs, potelets de sécurité, sacs à déjection canine… : la panoplie du mobilier urbain est vaste et le budget alloué à ces équipements urbains doit permettre leur renouvellement et l'installation de nouveaux mobiliers partout en ville quand cela est

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

nécessaire. Une enveloppe de 300 000 euros sera également dédiée à la mise en œuvre du plan de signalétique urbaine, en application de l'audit réalisé en 2026.

### c) Aires de jeux : 400 000 euros

Pouvoir disposer d'une aire de jeux à proximité de chez soi est une demande récurrente des habitants. Un budget de 400 000 euros est alloué à la création de nouvelles aires et à la remise en état des structures dégradées. En lien avec les bailleurs sociaux, certaines aires pourront être financées par eux et rétrocédées à la ville qui en assurera l'entretien.

### d) Stationnement résidentiel : 650 000 euros

La création d'un parking végétalisé sur une parcelle communale située rue du 11 novembre est budgétée à hauteur de 650 000 euros.

### e) Éclairage public : 1,4 millions d'euros

Alors que le déploiement de l'éclairage LED touche à sa fin, le contrat de performance énergétique conclu par la Ville avec l'entreprise CITEOS prévoit le changement des armoires électriques. Le montant de 1,4 million d'euros sur la durée du mandat concerne également l'entretien de l'ensemble du parc d'éclairage public, y compris les équipements sportifs.

### f) Sécurité et tranquillité publiques : 2,2 millions d'euros

Le budget alloué aux investissements dédiés à la sécurité et à la proximité concerne la construction d'un poste de police mutualisé entre la police nationale et la police municipale, à hauteur de 1,6 millions d'euros, Place de la République, sur le site de l'ancienne gendarmerie. Par ailleurs, 700 000 euros seront par ailleurs consacrés à l'extension du dispositif de vidéoprotection et à la sécurisation de l'accès aux bâtiments communaux.

### g) Entretien et rénovation des bâtiments communaux : 8 millions

L'entretien du patrimoine communal est une priorité de la municipalité depuis sa première élection en 2014. Des investissements majeurs ont été réalisés au cours des deux précédents mandats, en particulier dans les écoles et les crèches.

Pour cette nouvelle mandature, les investissements prioritaires sur les bâtiments communaux concerneront :

- La rénovation des gymnases Anatole France et de la Roquette
- La rénovation de l'Hôtel de Ville (Salle Pierre-Mendès-France, salle des commissions, salle des mariages et salle des plaques)
- La remise en service de l'ascenseur du musée
- La remise en état des serres communales
- La rénovation des espaces d'accueils du stade Paul Coudray

Plus particulièrement pour les écoles, un plan de rénovation des sanitaires, qui a débuté en 2026 par les écoles Jean Moulin et Jean Prévost, se poursuivra jusqu'à la fin de la mandature, avec un budget alloué de 750 000 euros.

Dans le cadre du projet de territoire de l'agglomération, un soutien financier de l'intercommunalité, *via* un fonds de concours dédié, pourrait être envisagé.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

### h) Plan de rafraichissement des bâtiments publics : 1 million d'euros

La multiplication des épisodes de canicule et leur intensification conduit à la mise en place d'un plan de rafraichissement des bâtiments communaux. Après l'acquisition de 125 climatiseurs mobiles en 2026 (financés à 100% par le dispositif de subventionnement d'EDF), la Ville entend déployer un plan d'action adapté aux spécificités de chaque bâtiment communal. Ecoles, crèches, centres sociaux, équipements culturels et sportifs, mairie… : L'enjeu concerne tout à la fois la qualité d'accueil du public que les conditions de travail des agents municipaux. A travers l'activation du dispositif « Loi Sueur », la Ville contribuera également en 2027 au financement de la climatisation du cinéma.

### i) Construction d'une maison des animaux : 1 million d'euros

Dans le cadre d'un projet de mutualisation horizontale entre plusieurs communes de l'agglomération, la Ville de Louviers prévoit la mobilisation d'une enveloppe financière d'un million d'euros pour la création d'une maison des animaux.

### j) Aménagements paysagers et végétalisation des espaces publics : 2 millions d'euros

Dans le prolongement des investissements réalisés aux cours des précédentes mandatures, la municipalité engagera de nouveaux projets de végétalisation des espaces publics qui concerneront notamment la plantation d'arbres, l'achèvement du verdissement des ronds-points du Becquet et de Folleville, la végétalisation des cours d'école, la mise en valeur du parc de la Villa Caldéron et de la cour de la mairie.

### k) Verdissement de la flotte de véhicules : 2,2 millions d'euros

La Ville de Louviers va déployer au cours de la mandature un plan de renouvellement et de verdissement de sa flotte de véhicules pour un montant total estimé à 2,2 millions d'euros.

### l) Réseau de chaleur urbain : 1 million d'euros

La Ville de Louviers dispose depuis 2014 d'un réseau de chaleur urbain alimenté par une énergie renouvelable : la biomasse. Au-delà des bénéfices environnementaux pour la collectivité, l'installation de chaleur renouvelable profite aux usagers. Le raccordement au réseau de chaleur de la collectivité permet aux habitants des logements sociaux de réaliser des économies sur leur facture énergétique. Il permet également aux usagers de bénéficier d'équipements publics performants à un tarif stable. Sur la mandature, l'enveloppe budgétaire dédiée par la Ville au réseau de chaleur exploité par la société « Louviers Energie » s'établit à un million d'euros.

***

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026

# CONCLUSION

Au terme de ce rapport, une réalité s'impose : les années qui viennent mettront à l'épreuve la capacité des communes à demeurer pleinement maîtresses de leur destin. Le paradoxe est saisissant. Jamais les attentes de nos concitoyens à l'égard de l'action municipale n'ont été aussi fortes, et rarement les moyens laissés aux collectivités pour y répondre n'ont été aussi contraints. Cette contradiction ne pourra être durablement ignorée. Elle pose, au-delà des équilibres budgétaires, une question profondément démocratique : celle de la place que notre République entend reconnaître à ses communes, à leur liberté d'initiative et à leur capacité d'agir. Car c'est bien à l'échelle locale que se mesure, chaque jour, la réalité des promesses républicaines. Affaiblir les communes, ce serait prendre le risque d'éloigner davantage encore la décision publique de ceux auxquels elle s'adresse.

Pour autant, nous ne ferons pas de ces difficultés un prétexte à l'immobilisme. Louviers a suffisamment démontré, au cours des dernières années, qu'une volonté politique constante, adossée à une gestion rigoureuse, pouvait produire des résultats tangibles. Le temps qui s'ouvre appelle désormais une exigence supplémentaire : faire en sorte que chaque euro engagé, chaque investissement réalisé, chaque service rendu contribue à une ville plus agréable à vivre, plus solidaire et plus attentive à chacun. C'est à cette aune que notre action devra être jugée. Non à la seule importance des moyens mobilisés, mais à la réalité des progrès accomplis et à leur bénéfice pour les habitants. Dans une époque marquée par le doute et l'incertitude, notre ambition pour Louviers demeure intacte : faire de l'action municipale une preuve concrète que la politique peut encore changer les choses, tenir ses engagements et préparer l'avenir.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20261102-26-168-DE
Date de télétransmission : 05/11/2026
Date de réception préfecture : 05/11/2026